

- Catalogue Thématique -

Initiatives de participation citoyenne et émergences des démocraties alimentaires



**RE
SOL
IS**

Initiatives issues
de l'observatoire
en ligne
RESOLIS

2022

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

01

Les actions en faveur de la démocratie alimentaire sont cruciales, Temanuata Girard

ANALYSE

03

Note de définition

Méthodologie

Typologie

Explication de la typologie

Analyse de l'échantillon

Retours d'expérience des initiatives

GÉNÉRICITÉ : DES MONNAIES LOCALES ET SOLIDAIRES EN FAVEUR DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

12

FICHES INITIATIVES : EXEMPLES

16

Réalisé par RESOLIS :

Sophie Lejeune
Nathan Eryeh--Fort,
Marie Cosse,
Henri Rouillé d'Orfeuil,
Hannah Dutournier,
Sophie Dupraz

En collaboration avec :
Chloé Sécher du **RTES**



LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE SONT CRUCIALES



***Temanuata Girard,
Vice-présidente du Conseil
régional Centre-Val de Loire
en charge de l'Agriculture et
l'Alimentation***

Aujourd'hui, 3% de la population est sous-alimentée en France, et le nombre de personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire a doublé sur les 10 dernières années. Parallèlement, 17% de la population souffre d'obésité. Les changements climatiques en cours, et le retour de la guerre en Europe, provoqueront des crises alimentaires, dont les premières victimes seront les personnes les plus vulnérables.

L'alimentation se retrouve désormais au cœur de plusieurs enjeux sociétaux majeurs (en termes de santé, de justice sociale, d'environnement, d'aménagement et d'attractivité des territoires, de tourisme et de développement économique...). Et il apparaît clairement que la transition agricole et alimentaire appelée de nos vœux doit être juste et inclusive, pour tous.

La lutte contre la précarité alimentaire doit être couplée à celle pour le maintien et le renouvellement des paysannes et des paysans. Et les évolutions attendues des modèles agricoles (écologisation, relocalisation et décarbonation) doivent garantir la viabilité économique de toutes les fermes.

La réduction des inégalités et l'accès à tous à une alimentation saine et de qualité ne seront possibles qu'en assurant un revenu juste à tous les acteurs de l'agriculture. Dans ce sens, les actions en faveur de la démocratie alimentaire sont cruciales, car elles doivent permettre de coupler ces enjeux dans les représentations et d'encourager un passage à l'acte des citoyens vers des changements de pratiques sur la durée.

En 2017, la Région Centre-Val de Loire a voté une stratégie régionale de l'alimentation, avec pour objectif de donner la possibilité à chacun d'accéder à une alimentation saine et de qualité (sans effet négatifs sur la santé et sur l'environnement) et de permettre aux acteurs de la filière alimentaire, et en premier lieu aux producteurs, de vivre de leur activité.

Trois des cinq axes de cette stratégie contribuent directement à la démocratie alimentaire : le développement des initiatives citoyennes et l'éducation à l'alimentation durable, le levier de la restauration collective et le soutien aux Projets Alimentaires Territoriaux (PAT). L'enjeu poursuivi par la Région est de favoriser une relocalisation de l'alimentation, à l'échelle des territoires, notamment grâce au développement de PAT. Les trois quarts des territoires de la Région se sont désormais engagés dans une telle démarche. Ces PAT intègrent tous, sous des formes diverses, des actions d'éducation à l'alimentation durable et en faveur de l'accès à une alimentation saine pour tous.

Au-delà des acteurs économiques et des élus des territoires, la stratégie régionale vise particulièrement à accompagner les citoyens afin qu'ils puissent s'emparer des questions de l'alimentation, via des conférences, de l'accompagnement de familles, des jardins partagés... La Région poursuit ainsi depuis 2014 des actions d'éducation et de sensibilisation des publics à une alimentation sans impact sur la santé et l'environnement, à l'image des Défis alimentation (« Défi Famille à Alimentation Positive ») financés par la Région. La Région soutient également les initiatives prises par des collectifs (AMAP, magasin de producteurs, magasin de proximité, épiceries sociales et solidaires, jardins d'insertion...).

Le travail mené par RESOLIS sur le territoire régional permet de mettre en lumière certaines de ces actions en faveur de l'alimentation durable et donner corps à la question de la démocratie alimentaire. Sur ces questions, la Région Centre-Val de Loire apprend en marchant, avec de nombreux partenaires, dont RESOLIS.

L'alimentation est un puissant vecteur d'inclusion et d'insertion et la cuisine est un « ciment social » comme souligné dans une des fiches actions de cette publication. Nous voulons que l'alimentation de qualité soit accessible à tous, et que cette transition agricole et alimentaire garantisse à tous les acteurs de la filière alimentaire de vivre dignement de leur activité.



NOTE DE DÉFINITION

LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

Qu'est-ce que la démocratie alimentaire ?

Face aux scandales sanitaires du secteur agroalimentaire, aux impacts négatifs du processus de production agricole et alimentaire sur l'environnement, la société et le développement des territoires, face à l'appauvrissement d'une partie de la profession agricole et d'une frange croissante de consommateurs, le concept de démocratie alimentaire émerge comme une volonté citoyenne d'avoir une meilleure maîtrise sur son alimentation à chaque étape du système alimentaire.

La notion de démocratie alimentaire apparaît donc en réponse à la complexification et à l'accaparement croissants du système alimentaire. Elle traduit un désir de reprise en main par les citoyens des conditions d'accès à une alimentation de qualité, pour tous. En 1998, Tim Lang, alors professeur de politique alimentaire au Centre for Food Policy de la City University de Londres, définit le premier ce concept de démocratie alimentaire comme :

" la grande lutte au cours des siècles, dans toutes les cultures, pour permettre à tous les citoyens d'avoir accès à une alimentation décente, abordable et bénéfique pour la santé, cultivée dans des conditions dans lesquelles ils peuvent avoir confiance ".



La démocratie alimentaire comprend donc :

- L'accès à une alimentation choisie et saine, en considérant les freins économiques, socio-culturels et géographiques.
- L'aspiration pour les citoyens d'influer sur les orientations agricoles et alimentaires de leur territoire, au-delà du seul acte de consommation.
- Une plus forte transparence sur le fonctionnement du système alimentaire, une plus grande accessibilité de l'information, y compris sur les conditions de production
- Des modalités favorisant une gouvernance inclusive et horizontale, permettant notamment de dépasser les relations asymétriques aidant/aidé dans le domaine de la lutte contre la précarité alimentaire
- La volonté de disposer d'espaces et de lieux d'échanges et d'action (tiers lieux, jardins partagés, espaces de débat)
- La défense du droit à une alimentation durable.

Une volonté citoyenne de pouvoir agir sur le système alimentaire

Pour mieux comprendre les contours de la notion de démocratie alimentaire, il est donc essentiel de bien saisir quelles sont les différentes fonctions d'un système alimentaire.

Un système alimentaire traduit la "façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture" (Malassis, 1994). En d'autres termes, un système alimentaire est caractéristique de "l'organisation des sociétés pour produire (production agricole, transformation, stockage, transport, etc.) et pour consommer (distribution, préparation domestique ou industrielle, restauration et consommation) des aliments" (Malassis et Gherji, 2000).

Ce système s'articule autour de 4 fonctions nécessaires (Paturel et Ndiaye, 2020) :

- La production agricole (intrants agricoles, productions végétales, productions animales).
- La transformation artisanale ou industrielle (conditionnement de récoltes, fabrication de produits alimentaires, abattage, conservation...).
- La distribution en circuits longs, en circuits courts ou en hybridations diverses (emballage, transport, entreposage, marketing).
- La consommation domestique ou hors foyer (achat, préparation des aliments, ingestion des aliments, tri et disposition).

Un système alimentaire qui s'est progressivement complexifié et libéralisé

L'amélioration technique des transports, la logique de spécialisation des territoires et l'essor de l'usage d'intrants chimiques agricoles constituent des vecteurs d'internationalisation des flux, et de mondialisation des systèmes alimentaires.

Historiquement, cette organisation et ses fonctions se sont largement spécialisées, industrialisées et mondialisées à partir du milieu du XIXe siècle. On peut même remonter au XVIIIe siècle pour certains produits à forte valeur ajoutée à l'image du thé, du café et des épices, dans un découplage progressif entre producteurs et mangeurs (Fumey : 2007).

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les stratégies agricoles des pays européens visent à assurer une sécurité alimentaire en augmentant la productivité, pour pallier les pénuries alimentaires et éradiquer la faim sur le continent, ainsi qu'à la prolétarianisation des paysans afin d'alimenter les usines en main d'oeuvre. Les années 1970 et 1980 ont marqué une libéralisation progressive des marchés agricoles et alimentaires et permis aux denrées alimentaires d'être échangées dans le monde entier avec des prix fluctuants selon les logiques de l'offre, de la demande et de la spéculation. La création de l'Organisation Mondiale du Commerce (1995) manifeste l'affaiblissement du contrôle des États sur les marchés agricoles.

Le Sommet de l'alimentation en 1996 apparaît comme un tournant par rapport à cette accélération de la mondialisation dans le domaine agricole et alimentaire, en mettant en lumière l'enjeu de l'alimentation durable et celui de la qualité nutritionnelle. Ce sommet définit la sécurité alimentaire comme la situation dans laquelle "tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active" (FAO, 1996). La définition de la sécurité alimentaire est un premier pas vers le concept de démocratie alimentaire, qui émerge en 1998 sous la plume de Tim Lang.

En 2010, des organisations militantes défendent aux États-Unis la notion de Justice Alimentaire, qui permet d'enrichir la notion de démocratie alimentaire. En 2010 dans "Food justice", Gottlieb et Joshi définissent la justice alimentaire comme "un partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et la façon dont la nourriture est produite, transformée, transportée et distribuée et mangée". Ils introduisent ainsi le principe de justice sociale et avec elle disent la priorité de l'alimentation des populations pauvres et des minorités ethniques, mettant en avant les enjeux d'inclusivité.

La démocratie alimentaire, qui fait écho aux notions d'autonomie alimentaire et de justice alimentaire, contrebalance le manque de régulation par l'État du secteur agro-alimentaire et la prééminence de l'industrie agroalimentaire, qui marginalise le pouvoir des citoyens sur leur alimentation.

Incarnations concrètes de la démocratie alimentaire

La démocratie alimentaire offre donc un cadre de pensée et d'actions collectives dans la lutte contre les inégalités alimentaires. Les pratiques démocratiques qui l'animent peuvent prendre de nombreuses formes et sont mises en œuvre par une grande diversité d'acteurs, publics et privés. L'inclusion et le pouvoir d'agir des citoyens sont cependant au centre de toutes les actions de démocratie alimentaire, qui visent à l'émergence de nouveaux paradigmes politiques et économiques fondés notamment sur la gestion collective des biens communs. Les initiatives peuvent alors valoriser et renforcer l'accès des citoyens à l'information et au débat, au travers du développement de Tiers-lieux. Elles peuvent aussi s'articuler autour de l'action citoyenne, par la co-construction de solutions ou leur participation à des processus de décisions liés à l'alimentation. La démocratie alimentaire s'incarne également dans des actions favorisant l'accès de tous à une offre alimentaire durable et saine, notamment au travers de coopératives ou de collectifs citoyens pour l'aide alimentaire.

Cette publication présente un ensemble de fiches initiatives présentant autant d'actions concrètes de démocratie alimentaire portées par des structures de l'ESS. Elle a pour objectifs de faire connaître aux citoyens et aux collectivités des initiatives privées ou des mesures publiques de référence.

DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'économie sociale et solidaire[1] est largement présente dans les actions de démocratie alimentaire.

Les Amap sont par exemple l'un des acteurs de la démocratie alimentaire. Ce sont des agriculteurs qui ont lancé au début des années 2000 la toute première Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (Amap) dans le Var, pour conserver leur activité face à la disparition rapide des petites exploitations sur leurs territoires.

Coopératives alimentaires, épiceries solidaires, jardins d'insertion, tiers-lieux nourriciers, sociétés coopératives d'intérêt collectif de structuration de filières, groupements d'achats et autres formes de valorisation des circuits courts alimentaires se déploient ainsi dans les territoires et prônent de nouvelles formes de solidarité entre producteurs et consommateurs. Elles répondent aux enjeux d'accès à l'alimentation tout en apportant une alternative à l'assistance alimentaire.

Ces initiatives de l'ESS remettent la consommation locale et le respect de l'environnement au cœur des préoccupations sociétales.

Analyse du thème

Méthodologie

Depuis la création de RESOLIS, il y a plus de 10 ans, le pôle Alimentation responsable et durable (ARD) a repéré plus de 1200 initiatives d'alimentation responsable et durable (IARD) et mesures de politique publique en faveur de l'ARD (MESARD) dans le cadre de collaborations avec les fédérations de collectivités territoriales (telles que Régions de France, la Fédération des Parcs naturels régionaux de France, France urbaine et l'Assemblée des départements de France). Ces repérages, observations et analyses ont été menés le plus souvent dans des territoires-pilotes. Plus de 150 étudiants en projets collectifs ou en stages individuels ont été mobilisés pour appuyer ces missions d'identification des pionniers de la transition agricole et alimentaire. Ces initiatives sont aujourd'hui publiées dans un observatoire en ligne cartographié et valorisées dans des catalogues et publications.

Grâce aux financements du Ministère de la Transition écologique, de la Banque des Territoires - Groupe Caisse des Dépôts et de la Fondation Daniel et Nina Carasso, nous nous sommes attelés en 2021 à construire une nouvelle manière de valoriser nos données en adoptant une démarche thématique. Il s'agit de compléter l'observatoire cartographié par une plateforme de recherche par thèmes, d'usage facile et permettant un accès plus immédiat pour les acteurs de terrain.

En nous basant sur notre patrimoine de données et à la suite d'échanges avec nos partenaires, nous avons dans un premier temps défini 14 thèmes jugés majeurs pour les dynamiques de la Transition agricole et alimentaire (TAA). En fonction de ces 14 thèmes, nous avons élaboré une méthode de filtrage et d'extraction de nos initiatives basée sur notre première grille de caractérisations

développées au fil des ans par le programme ARD (présentées dans notre Guide méthodologique RESOLIS) afin de constituer des échantillons thématiques larges.

Cet exercice d'extraction nous a également permis de faire évoluer la liste des thèmes prioritaires préétablie : trois thèmes ont été sortis de la liste pour être traités plus tard selon une autre approche mieux adaptée, en revanche deux nouveaux thèmes ont été ajoutés : "Agriculture urbaine" et "Promotion de la place des femmes dans la transition"[1].

Ces premiers échantillons ont été passés en revue fiche par fiche, en vue d'épurer les données et de ne sélectionner que les initiatives les plus en lien avec chaque thème. Pour chacun des thèmes, nous avons réalisé une recherche documentaire dans la littérature scientifique et les rapports techniques pour élaborer des typologies permettant de classer les différentes initiatives et les mesures de politique publique selon les types définis, mais aussi de façons parlantes pour les acteurs de terrain et les décideurs locaux.

Nous avons ensuite sélectionné un sous-échantillon d'initiatives, présentées dans ce catalogue, en tenant compte de leur valeur d'exemple et de leur capacité à représenter la structuration de la thématique concernée.

Enfin, pour chaque entrée thématique, nous avons choisi une ou une famille d' IARD ou de MESARD pouvant incarner un vaste champ d'application et servir de référence à de nombreux acteurs ou collectivités. Nous l'avons configurée pour devenir « générique », c'est-à-dire extraite des spécificités locales, et se transformer en concept ou modèle pouvant servir de solution à des problèmes rencontrés dans des contextes divers.

[1] Liste actualisée des thèmes : : Transition agroécologique de la production agricole - Lutte contre le gaspillage alimentaire et pour la réduction et la valorisation des déchets - Préservation et valorisation du foncier agricole, installation de nouveaux agriculteurs - Restauration collective locale et durable - Renforcement des circuits alimentaires courts et de proximité - Développement des petites unités de transformation et des filières locales durables - Marques territoriales et qualification de démarches agricoles durables et locales - Solidarité alimentaire et inclusion sociale et professionnelle - Pédagogie, sensibilisation, partage - Initiatives de participation citoyenne et émergences des démocraties alimentaires - Pratiques agricoles pour la préservation et la restauration de la biodiversité cultivée, élevée et auxiliaire - Promotion de la place des femmes dans la transition - Agriculture urbaine

Typologie du thème démocratie alimentaire

L'échantillon analysé comprend 97 initiatives et mesures de politique publique. L'étude de l'ensemble de ces initiatives permet d'analyser les tendances des actions de terrains pro-démocratie alimentaire.

4 sous-thèmes de démocratie alimentaire émergent de l'observation de ces mesures et initiatives.

La gouvernance citoyenne du système alimentaire

-

Les mobilisations citoyennes pour la transition écologique du système alimentaire

-

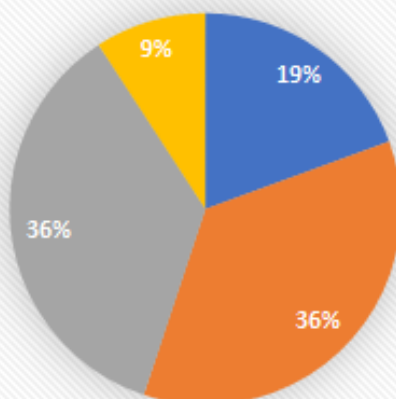
Les mobilisations citoyennes pour une consommation durable, locale et solidaire

-

La réinsertion et l'inclusion des personnes précaires au système alimentaire

Les frontières entre ces sous-thèmes sont cependant poreuses, une initiative citoyenne pouvant couvrir différents sous-thèmes, comme c'est le cas des jardins partagés nourriciers. Le sous-thème principal a donc été sélectionné pour chacune de ces initiatives ou mesures.

Répartition des initiatives par sous-thèmes



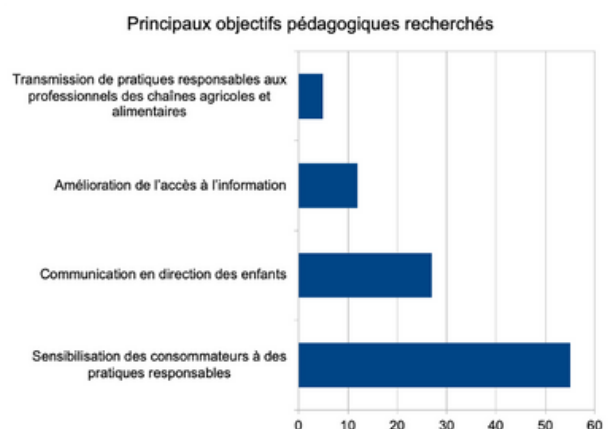
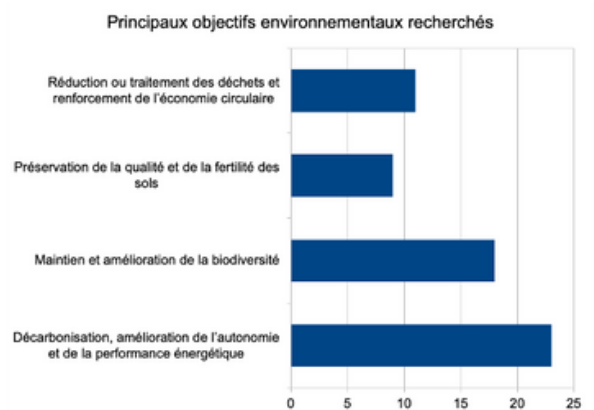
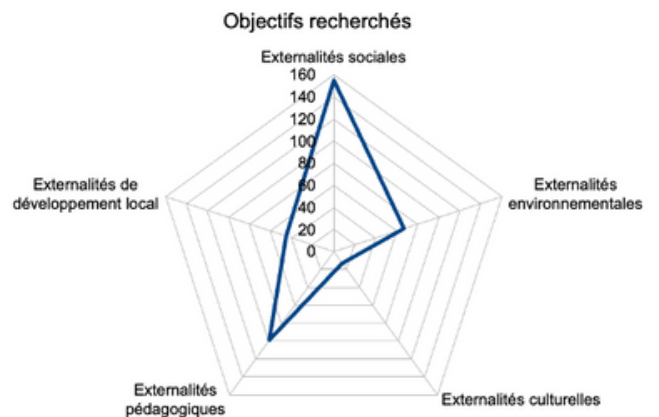
- Gouvernance citoyenne du système alimentaire
- Mobilisations citoyennes pour la transition écologique du système alimentaire
- Mobilisations citoyennes pour une consommation durable, saine et solidaire
- Réinsertion et inclusion des populations précaires au système alimentaire

Analyse de l'échantillon

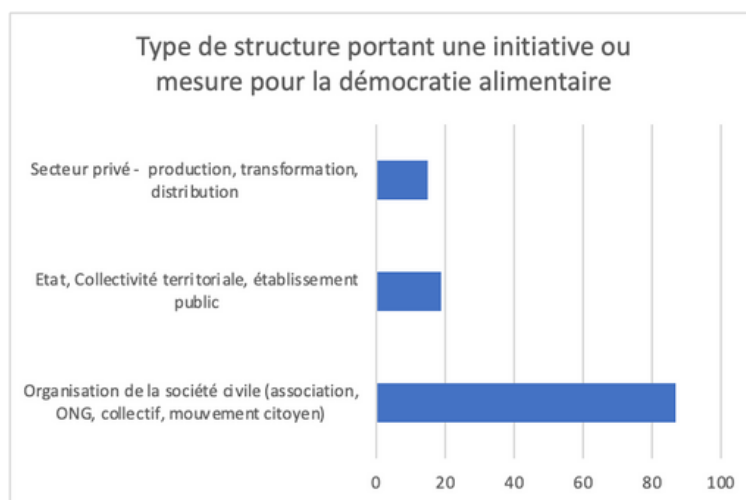
On observe que les initiatives privées et mesures publiques de démocratie alimentaire étudiées poursuivent en priorité des objectifs sociaux (41% des externalités recherchées). Ainsi, la plupart des initiatives visent à la création et au renforcement du lien social (21%), ainsi qu'à l'amélioration de la santé par une alimentation saine (10%). L'aide et l'insertion de personnes en difficulté est aussi un objectif social majeur. Les objectifs de démocratie alimentaire sont donc étroitement liés à l'émergence d'une société plus solidaire.

Cependant, les initiatives vont bien au-delà d'œuvrer directement pour la justice sociale : cet objectif principal est accompagné d'objectifs de types pédagogiques (26%), suivi par des objectifs environnementaux (18%), ainsi que des objectifs pour le développement local et enfin pour la diversité culturelle. Il apparaît que la sensibilisation des consommateurs à des pratiques responsables est l'un des principaux objectifs pédagogiques.

Il est important de noter aussi la diversité des acteurs portant les initiatives de démocratie alimentaire. Celles-ci sont en majeure partie l'œuvre d'organisations de la société civile, notamment des associations, des ONGs ou des collectifs. Ces organisations formelles ou informelles permettent la structuration des engagements citoyens pour la démocratie alimentaire. D'autres structures privées, s'appuyant également sur l'engagement citoyen telles les exploitations agricoles, les fermes d'insertion ou pédagogiques, mais aussi les restaurateurs, traiteurs et petits commerces, jouent un rôle majeur dans l'alimentation et l'agriculture. Le secteur public, souvent par le biais des collectivités territoriales et des établissements publics spécialisés, porte des initiatives liées à la concertation citoyenne pour la gouvernance collective, soutien de nombreuses actions citoyennes de terrain.



Cette grande diversité d'acteurs porteurs d'initiatives de démocratie alimentaire, qui reflète la diversité des acteurs engagés dans le système alimentaire, contribue grandement à la dynamique de TAA.



Retours d'expériences

Les initiatives et mesures en faveur de la démocratie alimentaire butent parfois sur des freins et des difficultés de mise en œuvre.

Un frein majeur à la mise en pratique d'actions collectives de démocratie alimentaire est la difficulté d'accès au foncier : qu'il s'agisse de l'accès à un local de travail ou à des terres pour la production. Cette difficulté découle de la pression foncière, du coût élevé des loyers, mais parfois aussi de l'absence d'intervention des collectivités locales pour les mettre à disposition des citoyens. Des porteurs d'initiatives font aussi part de la précarité de leur bail et de la crainte de perdre leur espace de travail ou de production. Pour répondre à ces enjeux, des particuliers et des collectivités locales s'engagent et proposent des solutions transitoires ou pérennes d'accès au foncier.

La mobilisation de fonds, souvent orientée vers les projets de court terme, est aussi un défi à la pérennisation des initiatives citoyennes. Les acteurs cherchent ainsi à renforcer leurs capacités en levée de fonds et à diversifier leurs sources de financements, en se tournant vers les fondations d'entreprise ou le financement participatif. Les partenariats de long terme sont valorisés afin d'assurer la pérennité des actions.

Certaines initiatives peinent à mobiliser les citoyens, faute de communication efficace et du fait d'une faible habitude à des processus participatifs. L'inclusion des citoyens peut être favorisée par une participation dès le début du montage de l'initiative. Les efforts de communication et de mobilisation des publics précaires, visent à améliorer l'inclusivité des initiatives. Sur le plan interne et organisationnel, les initiatives repérées sont parfois confrontées à un manque de moyens humains : absence de salariés, bénévolat occasionnel ou intermittent, etc.

Les organisations en gestion horizontale peuvent rencontrer des défis dans l'animation de processus de décision démocratiques au sein de la structure. Pour pallier ces difficultés, des formations sont proposées aux bénévoles et les organisations s'appuient sur un volontariat de compétence. Une autre difficulté tient à l'absence de cadre légal propre à certaines initiatives citoyennes, qui pèse sur leur reconnaissance par les acteurs institutionnels et pose d'importants freins administratifs ou juridiques limitant le déploiement de leurs actions.

L'une des observations majeures de cette étude est la faible mobilisation du concept de démocratie alimentaire par les acteurs de terrain. Les porteurs d'initiatives s'y réfèrent peu, ce qui limite les partenariats et la mise en réseau des acteurs de la démocratie alimentaire. Assurer l'appropriation du concept de démocratie alimentaire par les acteurs de terrain apparaît maintenant nécessaire au développement des initiatives et mesures politiques. Cela requiert davantage de travaux de recherche sur le sujet, mais aussi des échanges réguliers entre les acteurs du système agricole sur cet enjeu.

Les acteurs de l'ESS au cœur de la démocratie alimentaire

L'analyse de l'échantillon thématique de RESOLIS révèle le fort engagement des acteurs de l'économie sociale et solidaire soutenant des initiatives de démocratie alimentaire, mais aussi l'importance du rôle des collectivités territoriales pour faciliter leur émergence. Les structures de l'ESS interviennent sur des maillons différents pour le développement d'une alimentation plus durable : dans l'éducation/la sensibilisation, la justice alimentaire, la lutte contre le gaspillage, le développement d'une agriculture responsable, le développement de circuits courts, la structuration de filières de proximité.

DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES INITIATIVES

- **Difficulté d'accès au foncier**
- **Faible mobilisation de fonds**
- **Difficultés dans la mise en place et l'animation de processus participatifs**
- **Absence de cadre légal pour certaines initiatives**
- **Faible mobilisation du concept de démocratie alimentaire par ses acteurs**



Les acteurs de l'ESS sont ainsi positionnés sur l'accompagnement à l'installation paysanne, la réappropriation des conditions de production : c'est le cas de la foncière Terre de liens, du réseau des CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural), du réseau des CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole), des jardins maraîchers d'insertion sociale, etc.

A l'étape de la transformation, certaines conserveries, légumeries ou abattoirs sont sous forme coopératives, par exemple en SCIC (société coopérative d'intérêt collectif).

Les initiatives ESS sont présentes à l'échelle de la distribution, via par exemple les épiceries solidaires ou les structures de vente en circuit court telles les AMAP, les supermarchés coopératifs, le commerce équitable, etc.

Enfin à l'échelle de la consommation, de nombreuses structures de l'ESS interviennent sur le plan de la sensibilisation aux enjeux d'une alimentation durable, de la réduction des déchets alimentaires, etc.

Les collectivités territoriales jouent un rôle clé dans l'émergence des initiatives de démocratie alimentaire, grâce à des financements, des partenariats de long terme, ou encore par la mise à disposition de foncier aux structures de l'ESS.



LEVIER D' ACTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

- **Soutenir les projets** de sensibilisation portés par des acteurs de l'ESS : ateliers de cuisine, fermes pédagogiques, etc.
- **Favoriser l'accès de tous à une alimentation locale** et soutenable en soutenant les structures de l'ESS qui associent les habitants : épiceries solidaires, supermarchés coopératifs, etc.
- **Accompagner la création de lieux partagés** favorisant les actions de sensibilisation et la mixité sociale autour de l'alimentation.
- **Favoriser les démarches de coopérations** entre acteurs pour l'émergence de circuits courts alimentaires solidaires.
- **Développer un projet alimentaire solidaire** : préserver et mobiliser le foncier agricole (mise à disposition de terres, collaborations avec la foncière solidaire Terre de liens, participation aux SAFER...).
- **Intégrer les acteurs de l'ESS dans les PAT (Projet alimentaire territorial)**

Des monnaies locales et solidaires en faveur de la transition agricole et alimentaire

Par sa stimulation de l'économie d'un territoire délimité et le renforcement du lien entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire locale, la monnaie locale peut devenir un concept porteur de la transition agricole et alimentaire (TAA). Elle peut aussi entraîner un pas important vers une plus grande démocratie locale, car sa gestion est opérée démocratiquement par les différents acteurs du territoire (habitants, commerçants et associations, collectivités...). La gestion monétaire n'est alors plus seulement réservée aux experts des politiques monétaires, elle est le fruit d'une réflexion commune.

L'Elef, monnaie locale du bassin chambérien

La Doume, une monnaie locale pour penser autrement le système économique

Les Amis du Zeybu de la ville d'Eybens (France) et leur monnaie le « Zeybu Solidaire »

La Roue : une monnaie locale en région PACA

Définition

La monnaie locale est une monnaie complémentaire par rapport à la monnaie nationale. Elle est émise pour un territoire et des acteurs définis à l'échelle infranationale. Cette monnaie est gérée par une association avec le soutien d'un établissement financier (généralement « éthique »). La monnaie locale est indexée sur l'euro et est utilisable uniquement pour l'économie réelle, c'est-à-dire pour l'échange de certains biens et de certains services, sans possibilité d'épargne ou de dépôt sur un compte.

L'utilisation d'une monnaie à l'échelle locale est cadrée par une charte signée par ses adhérents. Cette dernière vise à orienter l'utilisation de la monnaie pour le développement de l'économie de proximité dans une démarche d'équité et de qualité. Cela permet de créer une dynamique économique vertueuse à l'échelle du territoire via le renforcement des liens entre acteurs, la création de circuits courts et le soutien à l'emploi local.

En favorisant des échanges économiques localisés, la monnaie locale permet d'augmenter la traçabilité des produits alimentaires, et participe ainsi à une relation de confiance entre producteurs, distributeurs et consommateurs. Cette transparence dans les échanges renforce le pouvoir des citoyens sur le choix de leur alimentation.

En cela la monnaie locale participe directement à la démocratie alimentaire dans un territoire donné. La monnaie locale est aussi un facteur de TAA ; accompagnée de sa charte, elle relocalise les échanges entre agriculteurs, transformateurs et consommateurs en proposant des produits de qualité. La charte d'une monnaie locale peut aussi intégrer la notion de respect de l'environnement. Les circuits alimentaires courts et de proximité, ainsi que les pratiques vertueuses pour l'environnement se retrouvent renforcés. Il existait en France 82 monnaies locales en 2021.

Objectifs et valeurs

Les monnaies locales sont construites sur des valeurs et des objectifs similaires à ceux de la transition agricole et alimentaire. Au cœur de leur charte, ces valeurs et objectifs promeuvent :

La reterritorialisation du système économique

...entraînant un développement des circuits alimentaires courts et de proximité

La création de liens d'échanges fondés sur la coopération, la complémentarité et la solidarité avec les plus fragiles

...source de synergie positive entre les agriculteurs, les transformateurs, les distributeurs, les consommateurs et les accompagnateurs.

Le renforcement de l'économie réelle et utile et le recul de la spéculation

...dont le système alimentaire durable et responsable est le socle (les échanges alimentaires étant le prérequis de tous les autres échanges)

Le respect de l'environnement et la promotion de la production de biens et de services durables et responsables

...par les pratiques agroécologiques pour la production agricole

La défense de conditions dignes de travail et d'une rémunération juste

...avec une redistribution juste de la richesse créée par la production agricole

Le renforcement de la démocratie et de la prise de décision éclairée des citoyens

...en renforçant la maîtrise des consommateurs sur leur alimentation et celle des agriculteurs sur leur production

Variantes et fonctionnalités

Charte

La charte est une composante indispensable de la mise en place d'une monnaie locale. Elle permet de cadrer l'usage de cette monnaie en définissant les valeurs et objectifs à respecter. Son écriture doit être discutée avec l'ensemble des acteurs qui vont participer aux échanges avec cette monnaie. Les débats peuvent tourner autour des conditions d'entrée dans le réseau pour des producteurs ou commerçants. Faut-il respecter stricto sensu les valeurs définies (exploitation bio par exemple) ? Ou l'engagement à cheminer vers les modes de production ou de commercialisation durable est-il suffisant ?

CADRE LEGISLATIF

Un cadre légal régit l'utilisation d'une monnaie locale, notamment par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire via la création d'articles spécifiques dans le Code monétaire et financier. La loi indique que les monnaies locales sont adossées à la devise nationale, à savoir à l'euro.

Évolution des pratiques des professionnels

Évolution des pratiques des professionnels
Plusieurs associations organisant des monnaies locales mettent en avant le processus de transition pour les acteurs locaux. Un objectif de la monnaie locale serait donc d'engager les professionnels "adhérents" à réfléchir sur leurs pratiques et proposer des pistes de transformation, collectivement ou individuellement. Il n'est donc pas nécessaire qu'un acteur respecte toutes les règles fixées, cependant il doit prendre l'engagement de progresser vers des pratiques vertueuses. L'association peut mettre en place un dispositif de suivi des engagements.

Un concept en réponse à différentes limites du système monétaire actuel

Les monnaies locales ne visent pas à se substituer à l'euro mais plutôt à compléter sa circulation. Émises sur la base d'une réserve équivalente en euros, elles ouvrent une voie supplémentaire pour ancrer la transition dans les territoires.

Limites du système monétaire conventionnel (monnaie nationale ou internationale)

Intraçabilité.

Une fois utilisée, la monnaie peut financer des projets agissant contre la transition écologique.

Spéculation ou thésaurisation.

Une partie de la monnaie n'est pas destinée à financer l'économie réelle.

Gestion technique et opaque.

La gestion de la monnaie est très technique, ce qui limite la participation citoyenne à sa gestion.

Délocalisation de l'économie.

La monnaie est facilement utilisée pour des échanges internationaux, potentiellement au détriment de l'économie locale et de l'environnement (transport long de denrées)

Apports de la monnaie locale

Transparence.

La monnaie locale ne peut circuler que sur un territoire précis auprès d'acteurs définis. Le citoyen a connaissance du circuit réalisé par l'argent dépensé.

Économie réelle.

La monnaie locale ne peut pas être déposée dans une banque, elle sert à l'économie réelle de biens et de services répondant aux critères définis par la charte.

Gestion participative.

Une monnaie locale est gérée démocratiquement par des citoyens du territoire ainsi que les entreprises et associations adhérentes

Reterritorialisation de l'économie.

La monnaie locale est un outil pour la territorialisation de l'économie et donc du système alimentaire.

Bénéfices et externalités positives pour le territoire



Création de dynamiques économiques



Maintien de filières locales et création d'emploi



Sensibilisation des consommateurs

Leviers et freins tirés de l'analyse des initiatives valorisées par RESOLIS

Difficultés et obstacles identifiés par les initiatives

- Des difficultés sont rencontrées pour convaincre les commerçants d'utiliser la monnaie locale. Cette utilisation est perçue comme une charge au niveau de la comptabilité. Certains logiciels de comptabilité ne permettent pas l'utilisation de deux monnaies distinctes. De plus, il est compliqué de trouver des fournisseurs qui acceptent la monnaie locale.
- La gestion associative de la monnaie nécessite un travail conséquent, souvent porté par des bénévoles. Ce travail peut être fastidieux et chronophage. Les associations manquent souvent de financement pour salarier une personne responsable de cette gestion.
- La conception et la production de la monnaie requiert des compétences techniques spécifiques.
- Des associations témoignent d'un manque de soutien communicationnel de la part de certaines collectivités locales.

Solutions et leviers d'action évoqués

- Communiquer autour du projet est une condition essentielle de réussite à partager entre les différents porteurs de l'initiative. Il faut avoir un discours clair et construit afin que les explications fournies aux acteurs, et notamment aux commerçants, puissent les convaincre de leur participation. Des formations peuvent être organisées avec des propositions de pratiques adaptées pour chaque acteur.
- Pour mettre en place et gérer la monnaie locale, le processus de concertation est crucial. En effet, de nombreux acteurs issus de différents milieux seront amenés à participer à ce projet d'économie territoriale. Ces acteurs doivent pouvoir y trouver leur compte, faire des retours d'expériences et proposer des solutions.
- La mise en place d'un logiciel adapté à la gestion de la monnaie locale permet de gagner beaucoup de temps et d'énergie pour les bénévoles et les salariés gestionnaires.
- Certaines associations souhaitent développer une règle d'autofinancement pour consolider les financements. Cela peut passer par l'augmentation des cotisations ou par la mise en place d'un petit taux d'échange de la monnaie locale vers l'euro.

GOUVERNANCE CITOYENNE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

17

MOBILISATION CITOYENNE POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

23

MOBILISATION CITOYENNE POUR LA CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE

33

RÉINSERTION ET INCLUSION DES PERSONNES PRÉCAIRES AU SYSTÈME ALIMENTAIRE

44

L'association MADabrest promeut la démocratie alimentaire à Brest



Créée en 2019, l'association Madabrest vise à expérimenter sur la métropole de Brest la notion de démocratie alimentaire. L'association place au cœur de ses initiatives l'éclosion et la mobilisation d'une communauté citoyenne pour un accès de tous et toutes à l'alimentation territoriale et locale. Ce travail se fait par la mise en place d'un espace de dialogue, un tiers lieu, comme lieu de démocratie alimentaire et de mobilisation citoyenne. Les actions de l'association couvrent aussi l'organisation d'événements culturels, ainsi que le design participatif, la mise en place et l'évaluation de solutions durables d'accessibilité alimentaire.

AUTEUR(S)

SUPKOVA MARKÉTA
marketa@madabrest.com

Fiche rédigée par **Angie**
GUAVITA

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Brest

ORGANISME(S)

MADABREST
Brest - 29200
6 Rue Pen Ar Creac'H

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Domaine

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Nationale

Outil d'intervention

Outil de planification Programme d'actions

Outil opérationnel Manifestations (foire, rencontres territoriales, campagnes publicitaires, etc.)

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'action

Valorisation non alimentaire Pédagogie / sensibilisation

Services d'accompagnement Mise en relation des acteurs

Consommation Consommation alimentaire (Autre)

Champ d'action

📍 Localisation

France

Bretagne

Finistère

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Population urbaine

Population rurale

Agriculteurs

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation

Sociaux Création et renforcement du lien social

Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information

ORIGINE ET CONTEXTE

Madabrest est une association fondée en 2019 dans la région de Brest. Au travers de ses précédentes expériences de terrain pour accompagner le développement de projets alimentaires territoriaux, la fondatrice a observé la nécessité d'une plus grande participation des citoyens à l'élaboration et la mise en œuvre de projets et politiques alimentaires. Madabrest a donc émergé pour soutenir une mobilisation citoyenne, afin de favoriser l'émergence de solutions démocratiques et participatives pour l'accès de tous à l'alimentation durable. Ainsi, elle suit l'idée de gouvernance alimentaire territoriale qui permet d'explorer concrètement la notion de démocratie alimentaire.

OBJECTIFS

Madabrest vise à promouvoir un changement du système alimentaire pour qu'il soit en mesure de satisfaire l'accès de tous et toutes à une alimentation durable, impliquant une offre alimentaire de saison, locale, respectueuse des droits sociaux, de l'environnement et de la condition animale. L'objectif est alors de remettre au cœur des débats sur l'alimentation la notion d'accessibilité en garantissant l'accès des citoyens à l'information et au dialogue. L'association vise également à expérimenter sur le terrain et à approfondir la participation citoyenne et la démocratie alimentaire.

ACTIONS MISES EN ŒUVRE

La structure œuvre autour de 5 axes de participation citoyenne, qui constituent sa définition de la démocratie alimentaire :

- Pouvoir se rencontrer : construire l'espace pour partager des expériences à travers le tiers lieu. **La Maison de l'Alimentation Durable (MAD)**, tiers lieu nourricier, est le principal chantier de l'association.
- Pouvoir s'informer : construire un agenda mensuel avec des initiatives autour du bien manger ouvertes au public. **La Marmite** est un programme d'événements, ateliers et débats visant à sensibiliser et outiller les acteurs sur les questions d'alimentation.
- Pouvoir se nourrir durablement : promouvoir les circuits courts pour la commercialisation d'aliments durables et locaux.
- Pouvoir d'agir : créer des espaces pour la co-construction de solutions et de politiques autour de la question alimentaire. Ateliers d'intelligence collective et animation du programme quartier nourricier, en lien avec les habitants.
- Pouvoir évaluer : apprécier l'impact des actions réalisées et l'évolution du territoire vers plus de résilience alimentaire et démocratique. Mise en place de l'indice Équité Alimentaire Territoriale.

Pour développer ces 5 axes, l'association construit des partenariats communautaires sur le terrain avec différents acteurs institutionnels et opérationnels, et crée les conditions et un cadre pour l'établissement d'un dialogue citoyen afin de construire une solution alimentaire pour une meilleure accessibilité à l'alimentation.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Mise en place de l'indice d'évaluation d'impact, visant à évaluer le lien entre les citoyens et l'alimentation durable. Un premier test a déjà été effectué sur le territoire de la métropole pour l'enjeu de la participation.
- La première programmation de 'la Marmite', qui était ouverte au grand public, avec la participation de nombreuses personnes aux différentes activités liées à l'alimentation.
- Une méthodologie de design participatif a été appliquée dans 2 quartiers de la ville pour identifier les problèmes majeurs qui les empêchent d'accéder à une alimentation durable.

ORIGINALITÉ

Le projet s'inspire d'autres initiatives travaillant sur l'alimentation. Toutefois, l'association est pionnière sur le territoire de Brest dans la conception d'un tiers lieu dédié à la démocratie alimentaire. Ce tiers-lieu est un lieu privilégié de dialogue citoyen et d'initiatives collectives. Au travers d'une définition de la démocratie alimentaire

en 5 axes d'action, l'association parvient aussi à lier efficacement sa définition de la démocratie alimentaire à un panel d'actions concrètes.

PARTENARIAT(S)

Le public visé est la population métropolitaine de Brest, en particulier les parties prenantes à la question alimentaire, c'est-à-dire les citoyens d'une part, et les collectifs et différents acteurs du système alimentaire d'autre part, l'intérêt étant de mobiliser toutes les parties prenantes, l'ensemble du système alimentaire.

Au niveau national, l'association a noué des alliances avec RESOLIS, ART, Démocratie ouverte, pour créer un laboratoire de démocratie alimentaire. Au niveau local, en fonction des besoins, des partenariats sont développés avec différents acteurs tels que les producteurs locaux.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Difficulté d'accès à un local fixe pour l'installation du tiers-lieu nourricier, la MAD
- Une prise en compte encore limitée des voix citoyennes et des besoins des habitants dans la définition des stratégies et politiques pour l'alimentation durable

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Mise en place de la NOMAD, tiers lieu itinérant comme solution avant l'installation permanente de la MAD.
- Échange régulier entre citoyens et partenaires institutionnels, pour faire dialoguer mobilisation citoyenne et gouvernance.
- Stratégie d'association avec des acteurs nationaux pour développer un laboratoire commun de la démocratie alimentaire afin de valoriser la participation citoyenne à l'échelle nationale.

Améliorations futures possibles :

- Formations à destination des élus sur la sensibilisation à la démocratie alimentaire et sa mise en œuvre
- Développer les partenariats entre acteurs nationaux pour l'émergence de laboratoires de coconstruction de la démocratie alimentaire

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

- Le tiers-lieu offre un espace de travail et d'expérimentation sur la démocratie alimentaire, et constitue un lieu d'échange entre les acteurs de la démocratie alimentaire.
- Le programme mensuel d'événements autour du bien manger facilite l'accès à l'information et entretient une dynamique citoyenne active.
- Les partenariats de l'association avec une diversité d'acteurs institutionnels, de citoyens et de producteurs sont au cœur de l'émergence d'actions concertées et conjointes.

Les Amis du Zeybu de la ville d'Eybens (France) et leur monnaie le « Zeybu Solidaire »



Depuis 2009 à Eybens (France), Les Amis du Zeybu animent une coopérative de quartier et un système de distribution en circuit court de produits agricoles selon un principe unique de solidarité régénérateur de lien et de citoyenneté. Parmi les différentes initiatives mises en place, la plus originale est celle de leur monnaie "Zeybu Solidaire".

AUTEUR(S)

VIOLETTE CHANTAL
lesamisduzeybu@gmail.com

Fiche rédigée par **Vincent Lepage**

PROGRAMME

Démarrage: 2009
Lieu de réalisation: Eybens
Budget: 5000
Origine et spécificités du financement : Cotisation annuelle, dons en nature des producteurs; Mairie d'Eybens; appel à projets

ORGANISME(S)

ASSOCIATION "LES AMIS DU ZEYBU"
Eybens - 38320
28 allée du Gerbier
/ 20 Bénévoles / 380 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

20/04/2022

Appréciation(s) du comité

Innovant !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Association, collectif, ONG Particulier(s)

Bénéficiaires

Population précaire

Population urbaine

Universel

Type d'action

Consommation Alimentation solidaire

📍 Localisation

France

Auvergne-Rhône-Alpes

Isère

Domaine

Environnement

Participation, gouvernance

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Aide et insertion (personnes handicapées/chômeurs...)

Sociaux Création et renforcement du lien social

Sociaux Recherche d'une plus grande équité dans les relations

Développement local Structuration/maintien de filières locales

ORIGINE ET CONTEXTE

La disparition de l'épicerie de quartier en novembre 2008 a été l'élément déclencheur pour lancer le projet. L'activité économique dans ce quartier populaire d'Eybens, coïncé en banlieue grenobloise, était quasiment inexistante. Un groupe d'habitants s'est donc mobilisé autour du conseil de quartier pour construire un projet alternatif permettant de continuer à faire vivre économiquement et socialement ce territoire. Ils ont ainsi créé en 2009 l'association "Les Amis du Zeybu".

OBJECTIFS

- Mettre en place, dans le quartier des Maisons-Neuves d'Eybens, un réseau de distribution de produits agricoles privilégiant principalement les circuits courts et soutenant les producteurs locaux (en limitant l'impact des transports et en agissant sur la gestion des emballages et des déchets des produits consommés)
- Favoriser la distribution de produits de qualité et respectueux de l'environnement à destination de tous et au juste prix (rémunérateur pour les producteurs)
- Favoriser la mixité et le lien entre les habitants
- Promouvoir toute activité permettant d'inscrire l'association dans une dynamique de "développement durable"

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Le Zeybu marché : les adhérents à l'association commandent à l'avance les produits qu'ils souhaitent acheter aux producteurs locaux, et les récupèrent le jour du marché, deux fois par mois. Chaque adhérent possède un compte qu'il crédite à l'avance : il n'y a donc pas d'échange matériel d'argent le jour de la distribution - qui repose sur le bénévolat des adhérents. La cotisation annuelle est de 5 euros par adhérent, ou 10 euros par famille. Les adhérents s'engagent en toute équité sur un nombre de participation aux distributions sachant qu'une participation à 3 ou 4 Zeybu Marché est préconisée.
- La boucle solidaire : à chaque marché, nos producteurs font un don en nature, proportionnel à leur commande. La vente de ces dons permet de créditer, de manière anonyme, les comptes des adhérents relevant de l'aide alimentaire. Ainsi, l'accès à des produits de qualité est facilité pour ces bénéficiaires, et ils peuvent exercer leur citoyenneté sans marqueur social. Cette action est menée en partenariat avec Eybens Accueil Urgence, association qui gère l'aide alimentaire sur la commune d'Eybens, qui informe, suit et crédite les comptes des bénéficiaires avec la monnaie zeybu solidaire.
- Actions d'éducation et de sensibilisation à l'écocitoyenneté par l'organisation de stages gratuits au local Zeybu (financés par une partie de la monnaie Zeybu solidaire en cas d'intervenants extérieurs), d'ateliers du faire ensemble (cuisine, fabrication de pain, four solaire) pour les enfants ; et des événements festifs.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- La « pulsation » citoyenne (le Zeybu Marché) : 380 adhérents, la régularité des Zeybu marchés (tous les 15 jours) crée du lien social. Le marché est un lieu d'échanges sociaux, qui pousse les gens à discuter et à sociabiliser. Mixité aussi entre les adhérents du Zeybu
- En 2013, une trentaine des familles aidées ont bénéficié de manière anonyme de l'aide de la monnaie Zeybu solidaire (environ 3.500 €)
- Pérennité : depuis 2009
- Poids économique : (CA du Zeybu marché assez stable depuis le début : 2000€ échangés par marché= 4000€ par mois, 20% du CA d'un producteur)
- Prix remportés : Lauréat de l'appel à projet DD Rhône-Alpes 2009, Lauréat de l'appel à projets solidaires de la Fondation Orange en 2010, Lauréat des premiers états généraux de l'ESS en juin 2011 à Paris et Lauréat du prix REVES EXCELLENCE AWARD 2013, le 7 juin 2013 à Bruxelles.

ORIGINALITÉ

La boucle solidaire ! En complément des produits commandés, les producteurs font un don solidaire. Ces produits sont achetés par les adhérents qui le souhaitent, en surcroît de leur commande. Ces achats sont convertis en monnaie solidaire qui est créditée sur le compte de l'association EAU (Eybens Accueil Urgence) gérant l'aide alimentaire sur leur commune. Elle revente entièrement la monnaie Zeybu Solidaire en créditant les comptes des adhérents relevant de l'aide alimentaire, et en garantissant leur anonymat. Ces personnes en difficulté peuvent ainsi accéder aux produits du Zeybu Marché et participer à la vie de l'association sans être stigmatisés.

PARTENARIAT(S)

Partenaire principal: EAU (Eybens Accueil Urgence), association qui gère l'aide alimentaire sur la commune d'Eybens, qui permet à notre boucle solidaire de vivre.

Le projet est soutenu par la ville d'Eybens, Grenoble Alpes métropole, la région Rhône Alpes, et la fondation Orange. Le projet est également suivi par des chercheurs qui s'intéressent à la mise en pratique de solidarités de proximité autour de la création de monnaie locales. (Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, autour de Danièle Demoustier, socio-économiste et auteur de plusieurs publications sur l'économie sociale et solidaire)

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

La fragilité du projet réside dans le fait que tout repose sur le bénévolat, et que cela demande beaucoup d'investissement personnel de la part de la coordinatrice et du conseil d'administration de l'association. Il est parfois difficile de fidéliser les adhérents qui viennent et repartent, et il y a moins de bonnes volontés pour gérer les distributions qu'espérées.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Le développement en interne et l'amélioration permanente de notre logiciel zeybux permet de simplifier de plus en plus, toute la partie organisationnelle, logistique et comptable, ce qui facilite le travail de la coordinatrice, du trésorier et de l'équipe. La définition maintenant aboutie du concept de boucle solidaire (avec les outils sites et infos numériques) permet de mieux renseigner les nouveaux adhérents et ainsi d'éviter les entrées-sorties trop rapides. La notoriété et la reconnaissance du projet avec des récompenses internationales ont permis aussi de donner du rayonnement à notre action et ainsi de la renforcer.

Améliorations futures possibles :

- Projet de mutualisation d'un triporteur : Le premier triporteur a été acheté, il doit permettre l'utilisation mutualisée pour effectuer des déplacements avec deux enfants et/ou le transport de marchandises. L'idée est d'expérimenter la gestion collective d'un objet pour aller vers la notion de mise en commun et de partage.
- Nous travaillons au développement des ateliers du faire ensemble: Zeybu soupe solidaire et ateliers Zeybu cuisine

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

- Les ingrédients pour créer un bon Zeybu Solidaire seraient : une bonne équipe (collectif à former), une structure territoriale et un local (ex : local de la Mairie mis à disposition gratuitement), une structure à autorité et reconnaissance légale (EAU) pour la redistribution, et des éléments techniques (logiciel, gestion comptable)
- Les aspirations locales (basées sur la collectivité) sont primordiales pour la réalisation de nouveaux Zeybus.
- L'utilisation de notre logiciel Zeybux et notre méthodologie d'organisation et d'animation
- Un élément clé à la transposition de ce programme serait la création d'une plateforme d'essaimage professionnelle. Cette structure financée par des politiques (localités, Régions), des universités ou des fondations/instituts serait un laboratoire pour l'essaimage du projet.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.lesamisduzeybu.fr/>

La Ferme des Buers: une variante des AMAP à Villeurbanne

La Ferme des Buers, variante innovante des AMAP mise en place par l'association Légum'au logis, distribue des paniers de produits locaux pour tous et anime des activités connexes, qui ont valorisé le bénévolat et renforcé les liens sociaux à Villeurbanne (France).

AUTEUR(S)

DEMARS MANON
legumaugis.asso@gmail.com

PROGRAMME

Démarrage: Mai 2012
Lieu de réalisation:
Villeurbanne
Budget: 60992

ORGANISME(S)

LÉGUM'AU LOGIS
Villeurbanne - 69100
33 rue du 8 mai 1945
2 Salariés / 20 Bénévoles /
200 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

 Date de lecture de la fiche

06/09/2013

Appréciation(s) du comité

Source d'inspiration !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Universel

Type d'action

Consommation Alimentation solidaire

 Localisation

France

Auvergne-Rhône-Alpes

Rhône

Domaine

Environnement

Participation, gouvernance

Agriculture

Alimentation

Aménagement, développement local

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Sociaux Recherche d'une plus grande équité dans les relations

Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information

Développement local Maintien et/ou création direct(e) d'emplois

ORIGINE ET CONTEXTE

Le projet de la Ferme des Buers est né en 2012 à l'initiative du bailleur social Est Métropole Habitat sur le quartier villeurbannais des Buers, suite à un diagnostic de quartier soulignant la faible offre alimentaire disponible, le nombre élevé de personnes âgées, et le faible niveau de revenu global. La "Ferme des Buers" est créée pour entremêler alimentation et lien social. Très rapidement (fin 2012), une association est créée suite à la mobilisation des habitants, "Légum'au Logis", qui prend en charge la gestion de la structure

OBJECTIFS

- Rendre plus accessible une alimentation de bonne qualité et locale auprès des habitants les plus vulnérables socialement
- Promouvoir et encourager des valeurs de consommation responsable, de partage, de solidarité intergénérationnelle et de convivialité (favoriser le vivre ensemble)
- Favoriser la qualification et formation des membres du bureau et des bénévoles à la gestion d'une structure associative, aux prises de décisions collectives dans le cadre d'une gouvernance participative
- Créer un réseau d'échanges d'informations, développer l'implication des habitants au travers d'un ou plusieurs modes de communication participative et donner la parole à ceux qui la prennent rarement et les amener à s'intéresser à l'action non pas seulement en tant que « consommateurs » mais en tant qu'acteurs

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Légum'au logis propose un système original de distribution hebdomadaire de paniers paysans. Plusieurs dispositifs visent à rendre ce système accessible au plus grand nombre: double tarification sans demande de justificatif, portage à domicile bénévole possible pour les personnes à mobilité réduite, aucun abonnement nécessaire. Le moment de la préparation et de la distribution des paniers est l'occasion de faire se rencontrer les habitants du quartier.
- L'association propose des activités fédératrices propices aux échanges : ateliers de cuisine, d'éducation alimentaire, de sensibilisation aux produits locaux et de saison. Également des goûters ou des événements festifs (Noël, Vivre Ensemble, pendant le Mini-marché du quartier...).
- Un groupement d'achat, en partenariat avec l'association VRAC, permet aux habitants d'avoir accès mensuellement à des produits de base (bio et/ou locaux) à des tarifs très abordables

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Valorisation du bénévolat : des adhérents ou non-adhérents donnent de leur temps et mettent leur savoir-faire à disposition des autres habitants du quartier. Les personnes reprennent confiance en elles-mêmes et se sentent plus utiles.
- Renforcement notable du lien social, de la citoyenneté, de la transmission des savoirs et savoir-faire. La proximité, la convivialité, l'accessibilité et les rencontres organisées par la ferme ont suscité une remarquable mobilisation des habitants ; ce qui les a incités à participer à la vie du quartier et à s'impliquer dans le développement des projets de l'association.
- L'association est implantée dans 2 quartiers prioritaires de la politique de la ville et distribue environ 40 paniers chaque semaine
- 200 foyers (environ 450 bénéficiaires au total), dont plus de 35% locataires du parc social et habitants dans les nouvelles zones prioritaires de la politique de la ville.

ORIGINALITÉ

Inspiré de l'esprit des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP), le projet est cependant très différent et adapté à la population : distribution des paniers sans obligation d'abonnement, prix solidaire et prix « subventionné » plus bas grâce à une forte implication bénévole et à des financements (politique de la ville), fort accent mis sur la participation, la solidarité intergénérationnelle avec la livraison des paniers aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer par des bénévoles, ateliers et événements conviviaux toute l'année, le soutien à une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement et des paysans.

PARTENARIAT(S)

Légum'au logis s'inscrit dans le paysage des acteurs professionnels de quartier et travaille en partenariat étroit avec de nombreuses structures: conseils de quartier, association de soutien scolaire, centres sociaux, résidence sociale, entreprise d'insertion par l'activité économique, centre d'accueil de jeunes autistes, etc. Un partenariat avec l'association VRAC permet à Légum'au Logis de porter un groupement d'achat de produits secs de qualité à des tarifs très abordables (une fois par mois)

Un partenariat solide est noué avec l'association de producteur Croc Ethic, ce qui nous donne la latitude pour expérimenter des actions (goûters pour un centre de loisirs etc.)

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Contacter et mobiliser les personnes cibles de notre action (personnes âgées et dépendantes)
- Réaliser des enquêtes et faire la communication du projet
- Mettre en place la logistique d'approvisionnement
- Matériel: l'essaimage sur le quartier des Brosses a été reporté d'un an face aux difficultés à trouver un local
- Gouvernance: l'enthousiasme des habitants - pour la plupart sans expérience associative- s'est heurtée aux difficultés de gestion quotidienne et de prise de décision
- Economique: au démarrage, les paniers étaient distribués à prix coûtant ou prix "coup de pouce". Cela a entraîné des difficultés importantes de trésorerie, et de fortes interrogations concernant le modèle économique.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Matériel: une solution pertinente a été trouvée avec une résidence sociale qui met à disposition une salle collective
- Gouvernance: plusieurs actions ont permis de dépasser ces difficultés: formations des bénévoles, recrutement d'une coordinatrice chargée d'animer la vie associative, mise en place d'outils;
- Economique: fin 2014, la décision a été prise d'appliquer une marge de 20% sur le prix d'achat des paniers, sans modifier le prix "coup de pouce".
- Matériel: une solution pertinente a été trouvée avec une résidence sociale qui met à disposition une salle collective
- Gouvernance: plusieurs actions ont permis de dépasser ces difficultés: formations des bénévoles, recrutement d'une coordinatrice chargée d'animer la vie associative, mise en place d'outils;
- Economique: fin 2014, la décision a été prise d'appliquer une marge de 20% sur le prix d'achat des paniers, sans modifier le prix "coup de pouce".

Améliorations futures possibles :

Permettre aux habitants -notamment les plus fragilisés- d'accéder aux produits paysans en dehors du format panier. En effet, ce mode d'achat constitue parfois un obstacle (commande à faire, choix restreint des produits et quantité etc.). Une réflexion collective est en cours autour des possibilités de diversifier l'offre: vente ponctuelle de surplus, produits à longue conservation, etc. Projet habitants avec la création d'un jardin partagé au Buer. Construction collective d'un four à bois de quartier

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

- L'écoute des besoins des habitants ainsi que le travail multi-partenarial avec les structures existantes dans le quartier sont vitaux pour aller dans le même sens "vivre ensemble".
- Le public ciblé comprend à l'origine les personnes âgées et/ou isolées, et/ou à mobilité réduite, ainsi que les familles à revenus modestes. Pour autant le point de distribution est ouvert à tous sans exclusivité, même les non adhérents. L'accent est mis sur la participation de tous et la solidarité intergénérationnelle.
- Bonne maîtrise du projet de la part des membres du Conseil d'Administration (bonne répartition des tâches et gestion du travail en équipe)

- Formation à l'utilisation des outils de travail à distance (google docs, réunions téléphoniques, mails des consignes...)
- Accueil de bénévoles, formation et transmission constante. La ferme a bénéficié de conseils à la création de l'association et nous suivons des formations par rapport à la gestion de la vie associative.
- La mise en œuvre du projet "la Ferme des Buers" a donné lieu à un travail d'analyse des points forts et des marges de progression de cette action expérimentale.
- Installation des locaux en pied d'immeuble.

Le collectif citoyen Mortagne en Transition : s'engager ici et maintenant pour demain pour un développement durable



En 2017, une dizaine d'habitants de la commune de Mortagne-au-Perche trouvent une résonance à leurs convictions dans le mouvement des « Villes en transition » et décident de créer l'association « Mortagne en transition », qui aide la ville à opérer une transition écologique et sociale. Certaines de ses actions visent à atteindre une résilience alimentaire à l'échelle de la ville: relocalisation de la production, développement de productions alimentaires locales, actions de sensibilisation pour la transition vers une alimentation saine et responsable.

AUTEUR(S)

JODOCIUS-OUF MICKAËL
oufmickael@gmail.com

Fiche rédigée par BUR Clara

PROGRAMME

Démarrage: mai 2017
Lieu de réalisation: ville de Mortagne-au-Perche, PNR du Perche
Budget: 2321
Origine et spécificités du financement : Adhésions, dons de participation aux manifestations, dons d'associations.

ORGANISME(S)

MORTAGNE EN TRANSITION
Mortagne-au-Perche - 61400
2 chemin des loges, 61400
Mortagne-au-Perche
/ 180 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

 Date de lecture de la fiche

06/07/2020

Appréciation(s) du comité

Source d'inspiration !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Association, collectif, ONG Mouvement citoyen

Bénéficiaires

 Localisation

France

Normandie

Orne

Domaine

Environnement

Participation, gouvernance

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur



ORIGINE ET CONTEXTE

En 2017, un groupe d'une dizaine de citoyens de la commune de Mortagne-au-Perche (moins de 4 000 habitants) et ses alentours décide de s'investir pour aider le territoire à opérer une transition écologique et sociale. Il trouve une résonnance dans le mouvement des « Villes en transition », apparu en 2006: il incite les citoyens d'un territoire à se préparer aux conséquences du changement climatique et à anticiper le moment où les ressources en pétrole déclineraient. A Mortagne, l'association œuvre, à travers le dialogue citoyen, à mettre en place des actions en faveur de la résilience alimentaire et de la transition vers une alimentation saine et responsable.

OBJECTIFS

Encourager les usages collaboratifs et solidaires, développer la coopération entre élus et citoyens ;
Sensibiliser, informer et partager sur les problématiques écologiques ;
Préserver la biodiversité ;
Favoriser une alimentation saine, responsable, durable et locale ;
Renforcer la résilience du territoire par une relocalisation de l'économie : l'alimentation est un levier important, au cœur des préoccupations des adhérents de l'association.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Mise en place d'une Grainothèque depuis 2018 : échange de semences locales reproductibles et de savoir-faire de l'agroécologie avec des ouvrages mis à disposition (charriot accessible dans la médiathèque) ;
En 2019, organisation de 7 conférences ouvertes au public sur des thèmes : « La vie du sol », « Récolter les graines », « La permaculture », le jardinage, voire l'agroécologie, etc. ;
Organisation de l'évènement « Troc jardin » en 2019 : échanges de légumes, fruits, outils, livres ;
Mise en place d'un verger partagé depuis 2017 : plantation d'arbres fruitiers sur un terrain municipal ;
Disposition de bacs partagés de légumes, aromatiques et fleurs, les « Incroyables comestibles » ;
Entretien d'un jardin partagé pour approvisionner la Grainothèque ;
Organisation d'une soirée de sensibilisation citoyenne sur la consommation locale ;
Développement de la production locale : échanges avec les acteurs du territoire sur la restauration collective: audit des élus, des cantiniers, de maraîchers locaux, d'agriculteurs, d'associations (MIL Perche, PAE...), rencontre avec le PNR du Perche ;
Travail en collectif de 11 associations sur l'écriture puis la diffusion d'une charte de transition écologique à destination des candidats pour les élections municipales de 2020.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Les échanges sur les sujets de l'alimentation ont permis de mettre au cœur de la discussion avec les élus les problématiques de relocalisation de la production, notamment pour la restauration collective. Une réflexion conjointe est en cours avec la municipalité de Mortagne-au-Perche pour les écoles maternelles et primaires ;
L'Assemblée générale de 2019 a rassemblé plus de 150 personnes ;
Les conférences « L'heure du jardinier » rassemblent plus de 50 personnes, adhérents ou non.

ORIGINALITÉ

Fonctionnement et organisation pour gérer les nombreux champs d'action de l'association : un bureau, un groupe noyau, des groupes de réflexion, puis des adhérents et des sympathisants ;
Le groupe noyau se réunit une fois par mois pour trouver, choisir et valider les projets.

PARTENARIAT(S)

Mairie (Grainothèque et verger) ; médiathèque (Grainothèque et conférences) ; maraîchers locaux (Grainothèque) ; associations : PAE (co-organisation de conférences), Eco-Pertica (co-organisation d'événements), MIL Perche, Jardin des simples, PNR du Perche (verger partagé).

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

Locaux de taille limitée pour l'accueil du public lors des conférences ;
Sur le thème de la restauration collective, l'association échange avec les élus et les restaurants scolaires pour la relocalisation de la production : le territoire semble prêt à s'engager dans cette transition mais il faut qu'un acteur fasse le « premier pas » ;
Les restaurants de certaines écoles primaires sont approvisionnés par une cuisine centrale (hôpital), ce qui laisse peu de marge de manœuvre sur le choix des menus et l'ajustement des quantités servies à la journée.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Travail de médiation et de coopération (en cours d'organisation).

Améliorations futures possibles :

Organisation de la production locale à l'échelle de Mortagne-au-Perche et ses alentours en partenariat avec ses différents acteurs. Identification des besoins et de leurs réponses ;
Réflexion sur le thème d'une régie alimentaire (régie agricole communale) ;
Pour développer l'approvisionnement local de la restauration collective, une épicerie participative permettrait d'écouler les surplus de production des maraîchers et agriculteurs (qui seront amenés à augmenter leur production) : les consommateurs pourraient ramasser les légumes directement sur les exploitations en échange d'un prix d'achat plus attractif.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

En 2017, les problématiques de transition écologique et d'effets du changement climatique étaient déjà au cœur de l'actualité et connues des habitants du territoire, ce qui a permis de mobiliser plusieurs habitants de la ville dans l'association ;
Une trentaine de membres est très active, une autre trentaine participe régulièrement aux activités.

"Par quoi je commence ?" : un collectif citoyen de Wissembourg souhaite rendre sa ville plus verte et plus comestible



Collectif citoyen créé en 2017, « Par quoi je commence ? » a pour souhait de rendre plus verte la ville de Wissembourg. Chaque membre du collectif peut solliciter ce dernier afin de réaliser différents projets permettant d'atteindre cet objectif.

AUTEUR(S)

MOUGEL FRÉDÉRIC
f.mougel@au161.fr

Fiche rédigée par **Adèle Gspann**

PROGRAMME

Démarrage: 2017

Lieu de réalisation:
Wissembourg

ORGANISME(S)

PAR QUOI JE COMMENCE?

Wissembourg -

xxx

/ 130 Bénévoles



COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

13/08/2018

Domaine

Environnement

Participation, gouvernance

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Services d'accompagnement

📍 Localisation

France

Grand Est

Bas Rhin

Type de structure

Entreprises Entreprise

Association, collectif, ONG Mouvement citoyen

Bénéficiaires

Universel

Type d'action

Valorisation non alimentaire Pédagogie / sensibilisation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Environnementaux Décarbonation, performance énergétique

Environnementaux Réduction/traitement des déchets, économie circulaire

Pédagogiques Communication auprès des enfants

Pédagogiques Sensibilisation des consommateurs

ORIGINE ET CONTEXTE

Au début de l'année 2017, une séance du film *Demain* est proposée au grand public après une première projection scolaire à plus de 1000 jeunes du Nord Alsace. La séance tout public attire 200 personnes et est suivie d'un forum sur les 5 thèmes du film (agriculture, énergie, démocratie, économie et éducation). Un arbre à idées est également installé afin de permettre aux spectateurs de proposer des projets pour la ville de Wissembourg. Des citoyens de Wissembourg ressentaient à la suite de ce film l'envie d'agir, de se rencontrer, de monter des projets ensemble. C'est ainsi que le collectif s'est créé.

OBJECTIFS

L'objectif premier du collectif est de rendre la ville de Wissembourg plus verte et plus accueillante. L'éthique est celle de la permaculture : « Prendre soin des Humains et prendre soin de la Terre », les deux allant de pair. Les actions s'organisent autour de 5 pôles (ceux qui structurent le film *Demain*). Pour lancer une action, chaque membre du collectif peut proposer un projet et solliciter les autres membres afin de mutualiser les compétences de chacun.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

2 projets importants en lien avec l'alimentation :

- Eco-école avec installation de bacs potagers :

Ce projet était le souhait de l'une des membres du collectif. Le constat repose sur l'observation de la cour de récréation d'une école primaire de Wissembourg : la surface s'avérait totalement bétonnée. Aurélie Picher, ingénieure environnement pour la ville, soutenue par le collectif « Par quoi je commence ? » pour la partie jardinage et construction, a rencontré la directrice de l'école pour lui proposer un cheminement vers la labellisation « Eco-Ecole », projet d'une durée de 2 ans. L'idée est de fabriquer avec les élèves de l'école (CP puis CE1 l'année suivante) et des enfants de l'IMP les Glycines, 8 bacs potagers en palettes de récupération, de les peindre, puis de les préparer afin de faire des plantations. Fin juin 2017, un comité de pilotage se monte avec un élu, un membre du collectif pour le côté agriculture, les instituteurs et la directrice pour permettre de débiter les actions en septembre de la même année. Durant l'été, la mairie s'est chargée de l'organisation des moyens humains et matériels (ex : fourniture en palettes). A l'automne, sur la bande d'herbe entourant l'école 17 petits fruitiers (fraisiers, framboisiers, vignes, baies de mai) ont été plantés. En avril 2018, les premières plantations ont pu avoir lieu. L'école doit maintenant prendre en main la gestion de ces bacs : semer, entretenir, organiser des ateliers cuisines avec les récoltes... L'idée est que les enfants participent à tout, de la fabrication à la dégustation.

- Les Incroyables comestibles : 3 projets mis en place

- o Sur le chemin de l'école j'adopte un fraisier : l'idée vient d'un des membres du collectif, Mathieu Launay. Ayant remarqué que de nombreux écoliers passaient dans la rue principale à Wissembourg pour rejoindre différentes écoles, il a souhaité leur permettre de se nourrir de fraises naturellement bonnes. Il a démarché 25 commerçants de la rue afin de leur demander d'installer des bacs devant leur vitrine. Son idée à l'origine était que les commerçants mettent à disposition les bacs et que les parents d'élèves offrent des plants. Cette initiative a été relayée par la presse locale mais également par France 3. La démarche a eu de très bons échos, avec un effet visuel fort apprécié.

- o Plantation d'une zone fruitière devant un établissement scolaire : lancé par Joëlle Launay, cette action a

permis de mutualiser les compétences entre citoyen-ne-s, technicien-ne-s, écoles et élu-e-s afin d'acheter les arbres fruitiers et les planter, préparer le terrain, organiser l'action, communiquer, désherber. Lors des plantations, des lycées et des primaires ont participé, un échange transgénérationnel a pu s'opérer.

o Plantation de plantes comestibles dans les bacs à fleurs d'une des rues de Wissembourg : le collectif s'est renseigné auprès de la mairie pour pouvoir planter dans des bacs fleuris d'autres espèces comestibles de plantes. Ce sont 12 bacs de la rue du Nord qui sont à présent garnis de maïs, choux, courges, plantes aromatiques ... L'école maternelle de la rue a pu bénéficier de l'opération et les bacs intérieurs ont également été remplis

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Pour le projet Eco-école : l'école a pu être labellisée. Le collectif en collaboration avec l'école et la médiathèque travaille sur la réalisation d'un rendu réalisé par les enfants pour valoriser leur résultat.
- Pour le projet « Sur le chemin de l'école j'adopte un fraisier » : Peu de parents d'élèves ont pris l'initiative d'acheter des fraisiers mais le rendu final eu énormément de succès. Ce projet a été apprécié par les élus de la ville notamment avec son rendu visuel.

ORIGINALITÉ

Le collectif regroupe des personnes de Wissembourg et de tous types de catégories socio-professionnelles. Ce sont des gens du coin qui réfléchissent ensemble avec de multiples compétences.

PARTENARIAT(S)

Selon les projets, les partenariats sont différents. Il peut s'agir de la mairie, des écoles, la médiathèque de la ville...

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

Chaque projet est attirant et motive les membres du collectif ; cependant lors de la mise en œuvre, quelques problèmes de logistique apparaissent parfois. Mais aucune difficulté majeure n'a interrompu un des projets déjà menés à bien. Pour les membres du collectif, ces derniers représentent quelque chose de vivant avec l'idée que ce qui prime c'est le lien qu'ils créent, qu'ils aient ou non abouti.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Prendre le temps de contacter les bonnes personnes, d'expliquer qu'est-ce que représente le collectif. Aller à la rencontre des gens. Se faire de plus en plus connaître...

Améliorations futures possibles :

Pour le collectif, l'idée est de continuer à proposer des projets et d'avancer sur ceux déjà en route. Le collectif essaye de se rendre le plus visible possible lors d'événements : ils ont tenu un stand lors des portes ouvertes du lycée de Wissembourg (un des membres du collectif étant enseignant dans le lycée et a fait la demande au principal). De même, ils sont invités au festival de l'outre forêt et vont tenir des ateliers. La lettre d'information, les parutions fréquentes dans les DNA, le flyer du collectif, les projections annuelles de film à la Nef sont autant de vecteurs pour augmenter cette visibilité.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

La création du collectif a permis à beaucoup de citoyen-ne-s de ne plus se sentir « seul-e dans son coin ». Lorsque le collectif s'est créé, ils se sont aperçus qu'ils étaient nombreux à avoir des envies pour la ville, à avoir des idées pour reverdir Wissembourg. De même pour certains projets, la casquette du collectif a permis plus aisément d'amener certaines conversations sur la table. Ce rassemblement de diverses personnes, d'horizons divers a permis au collectif d'avancer.

Les Loco-Motivés



Les Loco-Motivés est une association lancée en 2012 dans le département de l'Aveyron dans le but de commercialiser des produits cultivés et produits dans la région, dont des produits alimentaires. Cette initiative accompagne également les agriculteurs et les artisans à adopter des pratiques agroécologiques et plus durables. Grâce à une commercialisation à prix justes et un choix de produits agroécologiques, le projet contribue à une rémunération juste des producteurs ainsi qu'à la préservation de l'environnement.

AUTEUR(S)

DEGOUTE STÉPHANIE
stephanie.degoute@loco-motives.fr

Fiche rédigée par **Angie Guavita**

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Aveyron

ORGANISME(S)

LES LOCO-MOTIVÉS

- 12120

Arvieu

2 Salariés / 5 Bénévoles / 52 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

13/04/2022

Domaine

Agriculture

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Outil d'intervention

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'action

Distribution/commercialisation Commercialisation en ligne

Distribution/commercialisation Vente en circuit-court

Champ d'action

Agir en faveur de l'accès à l'alimentation

Localisation

France

Occitanie

Aveyron

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Agriculteurs

Universel

Type d'acteur

Distributeur

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

ORIGINE ET CONTEXTE

L'initiative est née il y a dix ans dans la région de l'Aveyron qui se caractérise par son contexte essentiellement rural. Cette association vise à développer la commercialisation en ligne de produits locaux, alimentaires et artisanaux. La ligne de la structure a progressivement évolué pour intégrer des produits répondant à une charte éthique exigeante issus de pratiques agroécologiques. Aujourd'hui, 80% des produits commercialisés sont des produits biologiques, ou certifiés Nature et Progrès.

OBJECTIFS

Actuellement, l'association travaille avec un accompagnement externe pour définir clairement les objectifs et les actions à développer en tant que collectif, en mettant l'accent sur la façon dont un modèle de consommation peut être développé et comment un autre modèle d'approvisionnement écologique et local peut être promu dans la société.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

L'activité principale de l'association est la commercialisation de produits locaux à travers son site web à des prix accessibles. Elle fournit également des services de restauration sur demande avec des produits locaux, principalement biologiques et avançant dans la politique du zéro déchet, ainsi que l'accompagnement de nouveaux producteurs intéressés par la transformation de leurs activités vers des processus agroécologiques. Un système d'adhésion de 10 euros par an, non obligatoire, a été mis en place.

L'association travaille avec les producteurs locaux de la région, en promouvant les processus biologiques et en accompagnant la transformation vers ceux-ci, en articulant le travail des agriculteurs, des artisans et en commercialisant les produits auprès du public.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

L'association s'est développée au cours des dernières années, tant par le nombre de producteurs qui l'ont rejointe que par le nombre de ventes. Actuellement, une moyenne de 220 paniers hebdomadaires sont commandés, avec environ 10 000 paniers / an.

ORIGINALITÉ

L'association a permis la mise en réseau des producteurs locaux avec les consommateurs, leur transformation vers des processus agroécologiques respectueux de l'environnement, leur formation à travers différents ateliers pour l'amélioration constante des processus de production, la vente de produits frais à des prix équitables, qui favorisent la santé et le bien-être de la communauté en général, ainsi que la sensibilisation aux produits consommés et la promotion de circuits courts de distribution dans la région.

PARTENARIAT(S)

Pour l'instant, l'association a seulement un partenaire technologique pour gérer le site web sur lequel elle fait la promotion et la vente de ses produits.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Une stratégie est en cours d'élaboration pour pouvoir ajuster les prix afin de les rendre plus accessibles au public, améliorer les stratégies de marketing pour promouvoir l'association, augmenter le nombre de personnes passant commande et générer à son tour un plus grand impact sur l'alimentation de la population locale.

Améliorations futures possibles :

- Une stratégie de marketing à travers les médias numériques permettrait une plus grande visibilité du programme,
- De nouveaux partenariats pourraient renforcer non seulement les volets de la production, de la commercialisation, mais aussi la formation des producteurs à travers des ateliers pour améliorer ou innover dans leurs pratiques quotidiennes.
- L'association cherche des ressources pour l'amélioration de ses activités ainsi que pour sa visibilité dans la communauté locale.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

Loco-Motivés souhaite contribuer à la construction du concept de démocratie alimentaire afin que les gens puissent avoir accès à des aliments de qualité sans aucun type de problème, c'est-à-dire en contribuant à la construction d'un modèle de consommation dans la région.

L'alimentation au cœur du réchauffement climatique dans les actions de l'association Ingré-Ormes 2030.



Depuis sa création en 2018, l'association Ingré-Ormes 2030 fait de la lutte contre le réchauffement climatique sa raison d'être et a pris 2030 comme date butoire d'actions significatives permettant de l'endiguer. Pour ce faire, de nombreuses actions sont implémentées à l'échelle locale comme l'organisation d'un groupement d'achat bimensuel favorisant l'achat de produits bio, locaux et en circuit court à pas moins de 170 personnes.

AUTEUR(S)

HARAN PASCAL
pharan@free.fr

Fiche rédigée par **Chloé Sauvageot**

PROGRAMME

Démarrage: Deux mille dix-huit

Lieu de réalisation: Ingré (45)

ORGANISME(S)

INGRÉ ORMES 2030

Ingré - 45140

14 Place de la Mairie

/ 15 Bénévoles / 170 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

25/01/2021

Domaine

Environnement

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation

Pédagogiques Sensibilisation des consommateurs

Développement local Synergie entre les acteurs du territoire

Localisation

France

Centre-Val de Loire

Loiret

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Universel

Type d'action

Distribution/commercialisation Création de circuits de proximité (géographique)

ORIGINE ET CONTEXTE

En 2018, l'association Ingré-Ormes 2030 est créée en réponse à l'étalement urbain de la métropole d'Orléans et de la disparition progressive des espaces naturels. Dès lors, l'association s'inscrit dans une démarche plus globale et reprend à son compte l'année 2030 comme date butoir pour la mise en œuvre d'actions significatives permettant d'endiguer le réchauffement climatique. Dans ce cadre, l'alimentation est une thématique phare rapidement traitée par l'association en raison du manque de production maraîchère BIO sur le territoire et de

l'absence de moyen de distribution obligeant les habitants à faire beaucoup de kilomètres pour s'approvisionner et s'alimenter sainement.

OBJECTIFS

L'association se veut être un levier de mobilisation citoyenne et d'alternatives locales pour préserver la santé des Hommes et de la Terre. Concernant le volet alimentaire, l'association a l'ambition de favoriser le "mieux manger" en agissant collectivement pour l'accessibilité d'aliments sains et respectueux de la planète, promouvant de ce fait les producteurs locaux et le patrimoine naturel du territoire.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

De nombreuses actions sont mises en œuvre en lien avec la préservation de l'environnement comme des ateliers autour des énergies renouvelables et du respect de la biodiversité.

Sur le volet alimentaire plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- un groupement d'achat bimensuel est créé avec une vente au détail réalisée en pré-commande sur le site internet Cagette.net et ouverte aux adhérents redevables d'une cotisation annuelle de 10€. La distribution est organisée par les bénévoles sous la forme d'un marché éphémère. Bien entendu, le gaspillage alimentaire est inexistant car il n'y a pas de stock et tout se vend en flux tendu. Par ailleurs, les déchets sont également très limités car les produits sont proposés en vrac.
- des ateliers de fabrication et de sensibilisation autour de différentes thématiques comme l'eau, le pain,...
- un soutien à des programmes de sensibilisation des particuliers et des scolaires comme le lien réalisé avec le jardin expérimental de l'APACRETE.

Par ailleurs, l'association est également engagée auprès des politiques publiques, que ce soit celle de la Métropole d'Orléans ou celle d'Ingré pour l'installation d'un maraîcher bio pour la cantine scolaire.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Le groupement d'achat propose de plus en plus de produits différents (une centaine maintenant) en fonction des saisons et la gestion est facilitée par la boutique en ligne "cagette.net".
- Les bénéficiaires sont de plus en plus divers et de plus en plus nombreux (âge, professions,...).
- Les retours sont très positifs mais on retrouve quelques plaintes de calibrage de légume (qui sera comblé par une compensation si les légumes ne sont pas esthétiques) liées notamment aux habitudes des normes de grandes surfaces.
- Le système du groupement d'achat s'avère être apprécié pour des familles dont l'emploi du temps est chargé car il leur permet de faire leurs courses en ligne, en gros volumes et tout retirer en un seul transport.
- En 2019, 10 000 euros de produits ont été vendus. Cette année, avec le confinement et la volonté des personnes à manger local et bio, le chiffre aura sûrement doublé. La dernière distribution de décembre 2020, 77 commandes ont été passées, pour un total dépassant les 7800€.

ORIGINALITÉ

A part quelques marchés, les points de distribution bio et locaux sont très peu nombreux sur la métropole d'Orléans. Il était donc important de faire la démonstration que ce type d'organisation bénévole puisse atteindre ses objectifs et répondre à une attente citoyenne que le territoire a du mal à combler. L'autre originalité tient au caractère transversal de l'action : les questions alimentaires sont primordiales et mises en lien avec la santé, l'environnement, le gaspillage,...

PARTENARIAT(S)

Les villes d'Ingré et d'Ormes apportent un soutien logistique, comme pour les marchés : mise à disposition d'espaces de distribution, tables.

15 producteurs partenaires : maraîchers, éleveurs, producteurs de fromage, huile, farine, pâtes, légumineuses, miel, cidre, vin, bière...

Marion Nature pour l'organisation d'ateliers type « Famille à Alimentation Positive ».

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

Le développement du groupement en 2020 a mis en évidence la carence en producteurs bio et locaux pouvant répondre à la demande croissante, notamment en maraîchage. Seul un maraîcher sur 30ha est en mesure de fournir régulièrement jusqu'à 900kg de fruits et légumes en une seule vente, alors que les autres ne peuvent le faire que de façons très occasionnelles et parfois que sur certains produits. Comment faire pour ne pas désorganiser la production par une demande bimensuelle sur des gros volumes tout en travaillant avec des petits exploitants et en faisant en sorte que les produits restent accessibles ? La plupart des maraîchers sont déjà organisés pour distribuer en Amap, vente directe, et marchés. Les demandes ponctuelles en gros volumes peuvent les désorganiser et l'offre risquerait de manquer pour leurs clients habituels. D'autre part, la période de confinement a mis en évidence une augmentation significative des ventes en circuit court et de nombreux producteurs atteignent une saturation de leur capacité d'organisation et de leur offre.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Pour l'instant les producteurs peuvent répondre aux commandes mais il sera difficile d'augmenter le nombre de participants et le volume vendu sans passer par l'installation de producteurs locaux et bio. Il est nécessaire de développer des circuits de distribution sur Orléans Métropole, en circuit court : magasins de producteurs, marchés, vente directe, Amap, mais surtout d'autres groupements d'achats.

Améliorations futures possibles :

Le groupement d'achat est amené à se structurer de plus en plus et pourrait disposer d'un local pour développer une activité d'épicerie vrac bio, local et solidaire, assurant ainsi une disponibilité plus récurrente des produits.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Le développement important des ventes, et les retours très positifs des membres sont significatifs. Les liens avec les nombreux partenaires et acteurs du territoire sont primordiaux car les enjeux climatiques ne peuvent pas se passer d'une réponse collective. Par exemple, la connaissance du réseau de producteurs locaux s'est construite initialement avec le précieux appui du GABOR.

Diony Coop : une coopérative alimentaire autogérée qui favorise l'agriculture paysanne de proximité



Diony Coop est une "coopérative" alimentaire autogérée créée en 2015, portée par une association, qui prolonge l'action d'une AMAP de Saint-Denis (93), appelée Court-Circuit. Diony Coop développe un commerce équitable à des prix raisonnables, met en place des pratiques issues de l'éducation populaire et une gouvernance horizontale. La "coopérative" a la volonté de constituer du lien social par l'échange équitable, par la discussion et limitation des rapports hiérarchiques et en réduisant au minimum les espaces de pouvoir.

AUTEUR(S)

RICHARD JEAN CLAUDE
barijo@wanadoo.fr

RICHARD JEAN CLAUDE
dionyversite@orange.fr

Fiche rédigée par **Leticia Do Valle**

PROGRAMME

Démarrage: 2011
Lieu de réalisation: Saint Denis
Origine et spécificités du financement : Fonds propres

ORGANISME(S)

DIONY COOP
Saint-Denis - 93200
2 Rue de la Ferme
/ 730 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

21/03/2022

Appréciation(s) du comité

A généraliser !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Universel

Population urbaine

Population précaire

Type d'action

Distribution/commercialisation Création de circuits de proximité (géographique)

📍 Localisation

France

Île-de-France

Seine Saint Denis

Domaine

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Distributeur

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Sociaux Recherche d'une plus grande équité dans les relations

Développement local Synergie entre les acteurs du territoire

Créée en 2011, l'AMAP Court Circuit est l'une des plus grosses AMAP de France. La structure qui en découle n'a pas été créée dans l'intention d'être une coopérative alimentaire bio de plus. Elle a été créée avec l'intention d'être une expérimentation pratiquée avec une gouvernance horizontale, sans rapport d'autorité ou de relation hiérarchique, avec une modalité d'organisation autogestionnaire de ses membres qui souhaitent s'engager volontairement dans l'organisation et la gestion de la coopérative.

OBJECTIFS

- Créer une alternative à la grande distribution, suite directe de l'AMAP Court-Circuit
- Expérimenter une gouvernance horizontale : montrer que des hommes et des femmes sont intellectuellement capables de faire fonctionner une structure, de façon autogérée, sans hiérarchie ni chef.
- Donner aux habitants de la ville la possibilité d'acheter des produits bio et issus du commerce équitable à des prix raisonnables.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

A Diony Coop, chaque coopérateur est responsable du fonctionnement quotidien de la coopérative :

- Les clés de la coopérative sont disponibles à tous les coopérateurs.
- Après avoir signé la charte Diony Coop, le coopérateur dépose une somme d'argent, notée sur une fiche personnelle, correspondant à son budget pour des achats futurs à l'épicerie. Cette somme permet l'approvisionnement en produits, à prix coûtant ;
- Chaque coopérateur doit contribuer à la location et à l'assurance du local avec 20 euros par an ;
- Au moment de faire ses courses, il est de la responsabilité du coopérateur de noter le montant acheté sur sa fiche personnelle et de calculer le reste disponible. Personne ne contrôle ou ne vérifie donc la gestion des achats individuels.
- Selon le désir ou savoir-faire du coopérateur, la forme de la participation au fonctionnement de la coopérative est libre, pensée en tant qu'initiative individuelle et volontaire, qui peut recouvrir :
 - l'accueil aux heures d'ouverture
 - la gestion des achats de produits
 - la gestion des réceptions des produits et le rangement des produits dans les rayons
 - La relation avec les fournisseurs.
 - La gestion de la communication
 - La gestion et organisation du lieu

Informations complémentaires :

- Les produits sont vendus au prix d'achat, sans aucune marge ajoutée;
- Diony Coop encourage l'éducation populaire, avec espace de partage de connaissance entre les membres, sans aucune forme d'imposition.
- La coopérative a un ou plusieurs trésoriers. Tous les membres qui veulent être trésorier peuvent l'être.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- En janvier 2022, Diony Coop comptait 280 coopérateurs.
- Suite au succès de Diony Coop, deux autres boutiques de la coopérative ont été créées à Saint Denis. L'une avec 150 membres (6 Place du Bel Air) et l'autre avec 300 membres (10bis, rue Dézobry).

ORIGINALITÉ

Le modèle de gouvernance est original : il n'y a pas de structure juridique active avec président, bureau, assemblée générale, CA. L'initiative est une expérience autogestionnaire.

Lorsqu'un membre identifie le besoin d'un investissement ou d'une directive liée à la coopérative, il le communique à tous les membres par e-mail. Si les autres membres partagent la même opinion, la décision est prise et s'ensuivent les actions nécessaires. Par exemple, le besoin d'acheter un réfrigérateur a été identifié par certains membres, puis une boîte en carton a été placée au siège pour tous les membres qui veulent contribuer financièrement à l'achat d'un réfrigérateur. C'est une intervention directe et pratique qui est laissée complètement ouverte à ceux et celles qui souhaitent porter un projet.

PARTENARIAT(S)

- Partenariat avec d'autres coopératives alimentaires de la Fédération des coopératives alimentaires autogérées (FEDE-COOP <http://fedecoop.org/liste-des-cooperatives-autogerees/>) pour échanger sur le sujet.
- Il n'y a pas de partenariat avec des institutions publiques

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Améliorations futures possibles :

Enjeux : Bien que Diony Coop soit située dans une cité à Saint Denis, peu de ses coopérateurs sont des habitants de la cité (peu d'adhésion des habitants de la cité).

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Diony Coop s'investit dans des pratiques d'éducation populaire, afin que tous les membres soient en mesure de prendre des responsabilités dans la gestion de la structure. Par exemple, un des membres est responsable de l'achat du miel. S'il ne veut plus être responsable de cet achat et qu'un autre membre veut prendre sa place, il partagera avec lui son savoir-faire.

CoopaParis: Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or



Implantée dans le quartier de la Goutte-d'Or en janvier 2014, l'association Coopaparis est née d'un regroupement de consommateurs citoyens soucieux de consommer des produits de bonne qualité à un prix raisonnable, tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement. C'est ainsi qu'a été créé un magasin animé par les coopérateurs et approvisionné directement par les producteurs.

AUTEUR(S)

PRADAL CHRISTOPHE
christophepradal@gmail.com

JORGJI PHILIPPE
philippe.jorgji@gmail.com

Fiche rédigée par **Letitia do Valle**

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Goutte d'Or, Paris

Budget: 97770

ORGANISME(S)

COOPAPARIS
Paris 18e Arrondissement - 75018
59 Rue Stephenson
/ 180 Adherents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Domaine

Participation, gouvernance

Economie, finance solidaire

Alimentation

Exclusion et isolement

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Aide et insertion (personnes handicapées/chômeurs...)

Sociaux Création et renforcement du lien social

Localisation

France

Île-de-France

Paris

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Coopérative Coopérative

Bénéficiaires

Population urbaine

Type d'action

Distribution/commercialisation Création de circuits de proximité (géographique)

ORIGINE ET CONTEXTE

Face à la menace de la disparition d'une agriculture paysanne, les initiatives favorisant les circuits-courts et les échanges directs producteurs/consommateurs se sont multipliées depuis plusieurs années. Ouverte en janvier 2014, l'association est née d'un regroupement de consommateurs citoyens soucieux de consommer des produits de bonne qualité à un prix raisonnable tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement. Ce magasin coopératif alimentaire s'est constitué autour du respect de valeurs fortes et partagées : proximité avec les producteurs, transparence sur l'origine des produits et des modes de production sont maîtres mots. Lors du démarrage, quatre fondateurs ont avancé 1 000 euros chacun afin de pouvoir constituer un premier fond de trésorerie.

OBJECTIFS

Les objectifs sont :

- Soutenir l'agriculture paysanne
- Promouvoir des modes de production durables, respectueux de l'environnement
- Inventer un espace permettant d'interroger les modes de consommation en rapprochant consommateurs et producteurs
- Développer la vente directe et les circuits courts en supprimant les intermédiaires
- Favoriser l'accès à une alimentation de qualité au plus grand nombre à un prix abordable

Coopaparis souhaite à la fois être un lieu de pratiques citoyennes – par la mise en valeur des principes coopératifs, en particulier la gestion collective – et une réponse à la hauteur des enjeux que constituent le maintien d'une agriculture responsable/durable avec l'espoir de créer les conditions de son développement dans les années qui viennent.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Les produits sont vendus avec des marges de 10% sur le sec et 20% sur le frais afin de payer le loyer et les charges du local et les frais.
- À Coopaparis, tous les membres sont bénévoles et participent à l'organisation et à la vie de la coopérative. L'adhésion à l'association (30€/an) permet de faire ses achats à la boutique. Cinq fois par an, chaque membre participe à la vie de la Coopérative : permanence boutique, ménage, livraisons. C'est la participation minimale demandée.
- L'association fonctionne par commission : commission approvisionnement, commission finances, commission magasin, commission hygiène, commission ménage. Les coopérateurs participent à titre volontaire au fonctionnement de chaque commission.
- Au niveau de la gouvernance, le fonctionnement est démocratique. Il y a des réunions mensuelles décisionnaires, à main levée, avec le principe "un coopérateur, une voix".

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Coopaparis réunit aujourd'hui 180 adhérents
- La CoopaParis reçoit régulièrement la visite de groupes qui s'inspirent de l'association CoopaParis pour créer leur propre projet. Par exemple, DionnyCoop et French Coop ont engagé une discussion avec CoopaParis avant de créer leur propre coopérative.

ORIGINALITÉ

L'originalité de l'association provient principalement de la mise en œuvre d'une boutique autogérée et sans salariés, un concept issu des États-Unis et du Canada qui existe peu en France. Chaque membre doit assurer la permanence de la boutique une fois par semaine avec d'autres membres pour assurer son fonctionnement. Une réunion mensuelle permet de coordonner la gestion quotidienne et de prendre des décisions sur le principe « un membre, une voix ».

PARTENARIAT(S)

La Coop a été nommée lauréate de la fondation Carasso en 2014 et a bénéficié d'un soutien sur trois ans pour financer l'achat d'une chambre froide supplémentaire et d'autres équipements à installer dans un local plus grand, doté de surfaces de stockage et d'accueil adaptées aux dimensions actuelles du projet.

Depuis, CooPapolis ne reçoit aucune subvention des institutions publiques, dans le but de rester indépendante. L'association est ainsi complètement autonome financièrement.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Malgré l'intention de faire venir les producteurs pour qu'ils puissent présenter leur produit, cela reste limité car les producteurs ne sont pas très disponibles pour venir à la Coopérative. De plus, l'organisation dépend de bénévoles qui ont de fortes contraintes de temps.
- L'association a perdu beaucoup d'adhérents à cause du COVID. Avant le Covid, 450 personnes étaient adhérentes, ce chiffre est ensuite passé à 180. À cause de mesures sanitaires, l'accès au magasin a été limité, induisant des files d'attente à l'extérieur du local. Pendant la période de restriction COVID, la diversité des produits a baissé, du fait de problématiques d'approvisionnement. Pour faire face à cette difficulté, la coopérative a dû réduire ses stocks.
- La plupart des membres de la coopérative ne sont pas les habitants de la Goutte d'Or.

Améliorations futures possibles :

La Coop envisage d'incorporer plus d'initiatives solidaires.

Objectif de faire venir les producteurs pour qu'ils puissent présenter leur produit et leurs modes de production aux consommateurs.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

La réussite du projet découle d'une forte demande de participation et de la qualité des produits eux-mêmes, qui sont de qualité et traçables. L'aspect coopératif, l'engagement, le lien social de cette boutique en font un lieu de rendez-vous incontournable et prouvent qu'il est possible de s'engager dans un quartier et de créer du lien avec les producteurs.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

Recherche sur la gestion de projets similaires dans d'autres pays, par exemple au Canada et au Japon.

LES MAMAS DE GRIGNY : de l'économie informelle à la solidarité alimentaire

Les Mamas de Grigny

À Grigny, un groupe de femmes économiquement et socialement défavorisées exerçant des activités de vente informelle autour de la gare RER se sont organisées pour créer un service de traiteur solidaire. L'enjeu est de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté par le biais de l'alimentation, en améliorant leurs compétences et par la génération de revenus.

AUTEUR(S)

BOCCA ROBERTA
roberta.bocca@grdr.org
Fiche rédigée par **Angie Guavita**

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Grigny, Ile de France
Budget: 10000
Origine et spécificités du financement : Subvention multipartenaire

ORGANISME(S)

LES MAMAS DE GRIGNY
Grigny - 91350
78 Route de Corbeil
/ 10 Adherents

COMITÉ DE LECTURE

 Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Domaine

Alimentation Pauvreté, précarités

Exclusion et isolement

Envergure du programme

Locale

Outil d'intervention

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'action

Consommation Alimentation solidaire

Consommation Consommation alimentaire (Autre)

 Localisation

France

Île-de-France

Essonne

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Population précaire

Type d'acteur

Distributeur

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Sociaux Promotion de la place des femmes

Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information

Champ d'action

ORIGINE ET CONTEXTE

Le projet est né en 2019 par l'engagement des femmes qui travaillent sur le parvis de la gare de la ville. La première étape du projet a consisté en quelques réunions pour identifier les problèmes qu'elles rencontrent en tant que communauté. Ainsi, le projet fait le pari d'apporter des solutions à certains problèmes rencontrés, en ciblant les besoins des femmes qui vivent grâce à la vente informelle, mais aussi en ciblant les besoins des habitants du quartier, qui ne disposent pas d'une offre suffisante d'espaces communs tels que les restaurants, supermarchés ou commerces.

OBJECTIFS

Pour les femmes participant au projet, il s'agit d'améliorer et de valoriser leurs compétences et d'apporter une réponse aux freins économiques qu'elles rencontrent dans leur travail informel dans le but d'ouvrir un traiteur ouvert au public. L'objectif est donc aussi de répondre aux besoins des habitants de la ville de Grigny, en particulier ceux qui n'ont pas accès à un repas complet par jour, ceux qui manquent de solution d'hébergement et qui ne disposent pas d'un espace pour cuisiner.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Les femmes travaillent 2 jours par semaine (les lundi et jeudi) pour assurer un repas aux personnes les plus défavorisées avec la quantité nutritionnelle recommandée. Le repas est distribué gratuitement par le Centre Communautaire d'Action Sociale - CCAS. Elles travaillent main dans la main avec l'Épicerie Solidaire pour éviter de jeter les fruits et légumes invendus.

Les femmes reçoivent également une formation sur l'élaboration des menus, la valeur nutritionnelle et des cours de cuisine avec des ingrédients nouveaux pour eux, car la plupart d'entre eux sont des migrants.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

La principale contribution du projet est le nombre de personnes touchées par l'initiative, plus de 100 personnes par semaine peuvent accéder à un repas ayant la valeur nutritionnelle requise.

En outre, le projet contribue également à réduire le gaspillage alimentaire de fruits ou légumes de l'épicerie solidaire et participe à construire un espace social dans lequel ces femmes peuvent partager en communauté, échanger des recettes, avoir des espaces de formation.

L'objectif pour cette année 2022 est d'avoir un restaurant solidaire ouvert au public, où les gens paient leurs repas en fonction de leur niveau de revenu, ainsi que d'être un espace de partage communautaire.

ORIGINALITÉ

Ce projet est né du besoin des femmes du secteur alimentaire informel de la ville, qui, par leur action à visée sociale, veulent contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leur communauté.

De la même manière, elles espèrent à l'avenir pouvoir contribuer au projet de restaurant solidaire, afin de disposer d'un revenu plus important et d'avoir à leur tour un impact positif sur la santé et les conditions de vie de la population.

PARTENARIAT(S)

Le projet est soutenu par différents organismes, la mairie et le CCAS, qui apportent un soutien financier et logistique, et l'association Grdr qui, en plus d'apporter un soutien financier et logistique, accompagne l'association et les femmes qui font partie du projet.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

La plus grande difficulté du projet jusqu'à présent a été la pandémie, car il a été difficile pour l'association de femmes de trouver un espace approprié pour ouvrir le restaurant en raison des restrictions et d'adopter les mesures et protocoles pertinents. La dépendance financière du projet a également constitué une difficulté.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Bien que l'ouverture du restaurant ait dû être reportée en raison de la pandémie, des progrès ont été réalisés dans d'autres domaines, tels que la formation des femmes de l'équipe et d'autres tâches qui ont permis à de nouvelles personnes de rejoindre le projet.

Améliorations futures possibles :

Pour l'instant, le mieux pour l'association serait que le restaurant soit ouvert pour évaluer sa viabilité, faire avancer le projet, contribuer aux besoins de Grigny et pouvoir évaluer la capacité opérationnelle pour obtenir une publicité qui puisse satisfaire l'offre du site.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Le succès du programme repose sur le travail collectif des femmes de la ville, qui, malgré leurs difficultés, ont construit un projet qui a répondu à un besoin fondamental de la communauté : l'accès à l'alimentation. Elle a également créé des liens importants qui amélioreront leur qualité de vie non seulement en termes économiques, mais aussi sur le plan social et culturel.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

L'association a été bien accompagnée à différents niveaux ce qui lui a permis de faire avancer le projet. De plus, l'examen des expériences des restaurants solidaires en Ile de France a été importante pour construire un projet solide. Les membres de la structure ne sont cependant pas familiers avec le concept de démocratie alimentaire.

BIBLIOGRAPHIE / SOURCES

- Blanc Jerome, Perrissin-Fabert Baptiste, Financer la transition écologique des territoires par les monnaies locales, pp.24, HAL Open Science, 2016
- Blanc Jerome, Les monnaies locales : un bilan d'étape, La vie des idées, 2016
- Bosqué Frédéric, Les monnaies citoyennes. Faites de votre monnaie un bulletin de vote ! Gap, Editions Yves Michel, 2014, 238 p
- Lietaer Bernard et Kennedy Margrit, Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable, Editions Charles Léopold Mayer, 2008





4 rue de la Sorbonne
75005 Paris



alimentation@resolis.org
observatoire@resolis.org



www.resolis.org



[Association RESOLIS](#)



[@resolis1](#)



[Association RESOLIS](#)

Avec le soutien de :

